Vendredi

26 janvier 1996 n° 270 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

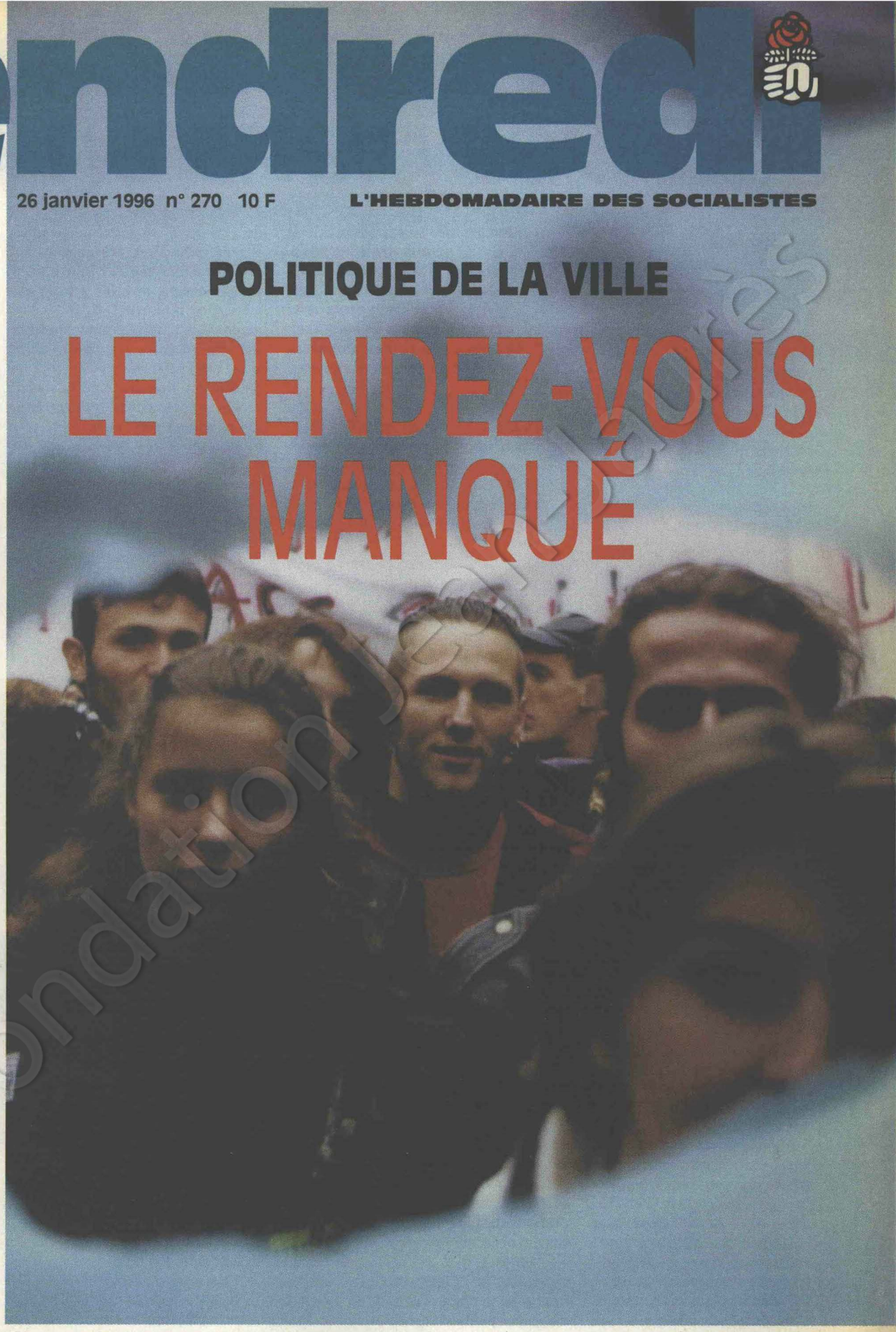
Les impôts d'abord

Le Plan Juppé n'en finit pas de s'effeuiller. Sous la pression d'un immense mécontentement social, le gouvernement a été contraint de retirer des pans entiers de sa réforme, notamment la retraite des fonctionnaires et les régimes spéciaux. De même, devant le tollé des familles modestes, a-t-il admis de reculer sur la fiscalisation des allocations familiales. Mais s'il est un domaine sur lequel le pouvoir n'entend rien céder, c'est bien celui des prélèvements : la première ordonnance porte donc sur la création du RDS, cet impôt injuste qui frappe jusqu'aux chômeurs et aux allocataires au-dessus du RMI et n'oublions pas la hausse de la cotisation maladie sur les retraites comme le relèvement du forfait hospitalier qui s'ajouteront au gel des prestations. Le plan Juppé reste donc un plan fiscal ! Parallèlement le scepticisme que nous avions manifesté sur la maîtrise des dépenses de santé se révèle totalement fondé : face aux corporatismes, le gouvernement renonce à l'application des mécanismes sanctionnant les professionnels de santé les plus dépensiers et réduit au minimum la taxation des laboratoires pharmaceutiques préférant concentrer l'effort sur l'encadrement des seules dépenses hospitalières. Enfin, le Parlement, à travers le projet de révision constitutionnelle se voit proposer un jeu de dupes sur le dos des partenaires sociaux et du paritarisme. Nulle surprise que dans ce contexte il soit annoncé que le déficit des comptes sociaux dépassera plus de 30 milliards de francs en 1996 au lieu des 17 prévus dans le plan Juppé. Plus de taxes pour plus de déficit, le gouvernement aura réussi à aggraver le mal qu'il prétendait traiter.

François Hollande
porte-parole

POLITIQUE DE LA VILLE

LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ



FORUM NATIONAL DU PCF :
"C'est quand qu'on va où ?" :
Robert Hue prêt à l'union.
Jean-Christophe Cambadélis répond. p 3.

ETATS-UNIS - CUBA :
Clinton contre Castro, bras de fer
sur un embargo de plus en plus anachronique. p 7.

C'ÉTAIT «L'URGENCE» DE CHIRAC :
La montagne accouche d'une souris.
Pour Michel Delebarre, c'est un nouvel abandon de la politique de la ville. pp 8 et 9.

DANIEL BOULANGER SE LIVRE :
Dernières parutions d'un fervent admirateur.
Roman, et recueil dédié à François Mitterrand. p 10.

ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

DÉBAT "MONDIALISATION"
NOS ÉCHÉANCES

Début février :
installation du groupe de travail présidé par Lionel Jospin et composé d'une quarantaine de membres chargés de préparer un texte sur la base des contributions des commissions du parti, des fédérations et des experts.

28 février :
examen par le Bureau national des conclusions du groupe de travail.

2 mars :
Conseil national : décision sur l'envoi du texte ou des textes aux militants.

6-20 mars :
vote dans les sections.

16 mars :
colloque public associant les formations de gauche et des personnalités internationales.

30-31 mars :
Convention nationale.

Des plans en plan

Malgré une légère remontée dans les sondages, lesquels restent néanmoins à un niveau historiquement bas, le gouvernement ne se remet toujours pas de la secousse sociale qui a failli l'emporter en décembre dernier.

Certes il multiplie les effets d'annonce et n'hésite plus à reporter les réformes les plus douloureuses. Mais le cœur n'y est plus, tant la majorité paraît divisée, éclatée et déjà résignée sur le sort de son chef.

Le plan ville

On attendait un plan Marshall, et nous héritons d'un plan Gaudin, c'est-à-dire un plan verbal ! Dépourvue d'imagination, la politique de la ville n'est plus qu'un catalogue de mesures pas toujours infondées mais dépourvu de consistance, faute des moyens nécessaires. A peine 5 milliards par an, soit trois fois moins que le déficit de la SNCF pour 1995. 100.000 emplois en 5 ans, soit moins de 500 par quartier, alors qu'il en faudrait au bas mot cinq fois plus. Et que dire des zones franches, sinon qu'elles vont au mieux délocaliser sur certains sites des emplois qui préexistaient ailleurs et que n'occuperont même pas les jeunes des cités. Une nouvelle fois, le gouvernement aura pris le risque de susciter une attente qui, faute d'être satisfaite, peut se transformer en désillusion violente. Une fois encore, il aura souligné le décalage entre les proclamations et les actes, les intentions et les moyens, les discours et les budgets. Il en sera sans doute la première victime, mais chez beaucoup, la politique n'en sortira pas indemne !

Le plan Sécurité sociale

Le gouvernement prétend ne pas reculer et affiche sa volonté de tenir bon. D'un certain point de vue, le Premier ministre n'a pas tort : il applique avec célérité son programme fiscal et le RDS résume à lui seul sa politique. De même, n'a-t-il pas renoncé à son projet d'encadrement de la dépense sociale. Mais cette détermination au détriment des plus modestes cache mal sa complaisance à l'égard des corporatismes : le corps médical a pu ainsi être calmé au prix d'un renoncement aux sanctions des comportements abusifs, et les industries pharmaceutiques ne verseront qu'une contribution exceptionnelle sur une seule année quand le RDS sera perçu sur 13 ans !

Le plan Séguin

Si notre pays comptait sans le savoir deux "Premier ministre" ! L'un bien réel, quoiqu'impopulaire, celui qui siège à Matignon et qui rend chaque jour des arbitrages. L'autre virtuel ou potentiel, qui tient salon à l'Hôtel de Lassay et utilise les moyens de la présidence de l'Assemblée nationale pour constituer des équipes, souiller l'action gouvernementale, compter ses troupes et susciter des articles à sa gloire dans la presse. Drôle de drame dans la majorité où l'on ne sait plus qui dirige et pour combien de temps.

Où l'on ignore le sens et la portée de l'action engagée et où l'on spécule sur la durée des mandats et le nom des successeurs. Pendant ce temps-là, Jacques Chirac est en voyage. Dans les Deux-Sèvres pour prendre le pouls des Français ! comme s'il ne voyait pas que c'est d'abord son gouvernement qui est malade !

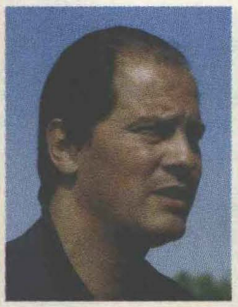
François Hollande

Le sacre du printemps

Réalisateur libre plus que réalisateur militant, Serge Moati est la mémoire de la gauche. Image après image, il en écrit les chants à travers le gros œil cyclopéen de sa caméra. La montée au Panthéon, la querelle de Rennes, les élections que nous avons gagnées et aussi celles que nous avons perdues, les bords si tristes d'un canal près de Nevers, le bon et le moins bon, rien ne lui a échappé. Tout a été fixé par lui dans l'éternité du son et de la lumière. Pas toujours en rose... Pour ne pas aimer les hagiographies et les légendes dorées, il y a pourtant de l'aède ou du troubadour chez cet homme-là. Son talent, sa force, c'est tout bonnement de savoir partager des histoires, de redistribuer sa puissance de raconter. Il nous montre notre vie, il regarde des choses que nous avons vues, il filme des gens, des situations à quelques mètres de nous et c'est, pourtant, à travers son œil où tout est différent, où tout est autrement, que nous retrouvons sur un écran nos propres souvenirs en "plus juste", en "plus vrai". Collés à l'événement, trop occupés à déglutir le journal de vingt heures, nous n'avions pas vu l'essentiel. Moati fait le tri, donne du sens et remet de l'ordre. Avec talent, intelligence et scrupule, bref avec honnêteté, c'est ainsi qu'il a tenu la chronique audiovisuelle de nos vingt dernières années.

Voici six mois, il était encore de l'aventure. Le visage collé à l'œilleton, emmagasinant 140 heures de "bobines", il a suivi les pas du candidat socialiste du premier jour de la campagne de désignation au sein du parti au lendemain du second tour de l'élection présidentielle. Du joli film qu'il en a tiré, de ce sacre du printemps, deux vérités surgissent. Derrière les importuns et les importants, derrière ceux qui en font trop et ceux qui n'en font pas assez, il y a la rencontre quasi magique au fil des meetings, l'adéquation de plus en plus forte et enfin l'identification de Jospin avec le peuple de gauche, heureux de se retrouver autour de lui pour croire de nouveau en sa destinée. Malgré tous les conseillers et les communiquants du monde, c'est avec lui-même que Lionel a rendez-vous à chaque fois qu'il monte à la tribune, malgré les amis et les soutiens, c'est seul qu'il doit supporter sa belle victoire du premier tour et sa courte défaite du second. Il ne peut pas en être autrement. Tout dans son visage montre qu'il le sait et qu'il l'assume. Ils ne sont que deux ou trois qui ont cette force et ce courage.

Marc-Antoine Muret



JEAN-CHRISTOPHE CAMB

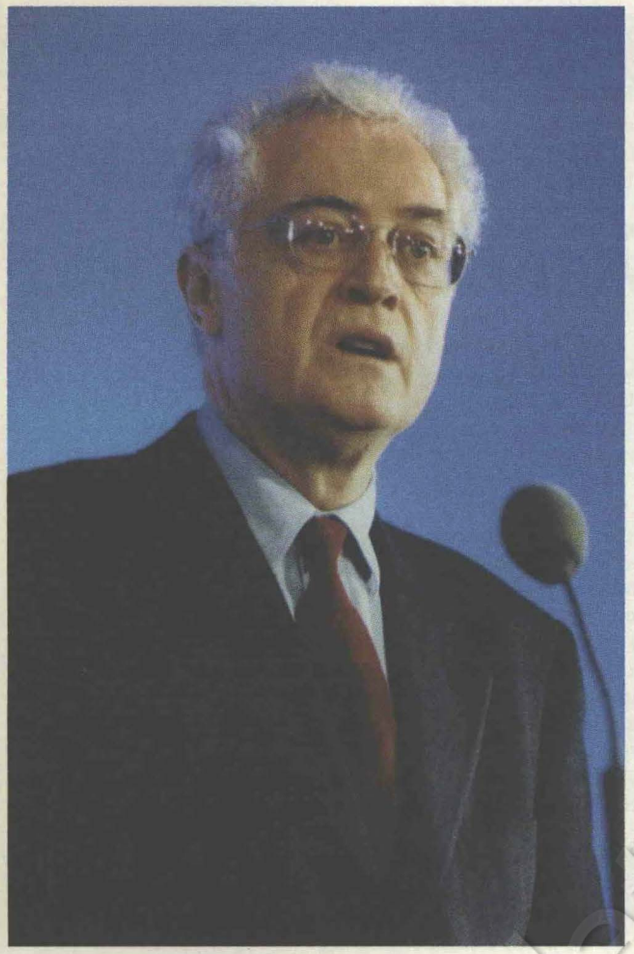
Union :

Aux questions de Guy Hermier, "Robert, il faudra agir pour une nouvelle entente", et à celle de Samuel Joshua de la LCR, "Pourquoi ne pas concevoir des états généraux contre Maastricht (...) puis nous irons voir le PS ?" Robert Hue a été sans ambiguïté : "Je suis pour une nouvelle union de tous."

Ce fut l'un des moments forts du Forum organisé par le Parti communiste, le 19 janvier à Marseille. Organisé comme une vaste émission dans le style de Jean-Luc Delarue sur France 2, où les questions du public appelaient les réponses soit des invités -Jean-Christophe Cambadélis, Guy Hascoët, Christian Picquet, Catherine Lalumière- soit de la tribune à laquelle siégeaient pour le PS Lucien Weygand, François Bernardini, Michel

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LIONEL JOSPIN DU 18 JANVIER. (EXTRAITS)

Perspectives pour l'année 1996



L'année 1996 s'annonce difficile et incertaine avec des perspectives économiques moroses, des propositions vagues d'un gouvernement qui ne tire pas les leçons du mouvement social de fin d'année (...) et un désordre politique qui règne dans la majorité (...) Mon sentiment est que beaucoup de ces cafouillages et de ces contradictions s'expliquent par la nature même de la campagne présidentielle de Jacques Chirac (...) Vu de gauche, ou du moins, du Parti socialiste, 1996 sera celle du travail, de la reconstruction pour redonner un projet historique au pays (...) et nous préparer à gouverner en 1998 et 2003.

1996 sera normalement une année sans congrès pour le Parti socialiste (...) Selon les propositions que j'ai faites au Bureau national, celui-ci pourra avoir utilement lieu en 1997 mais nous n'avons pas encore arrêté de décision. 1996 sera l'année de la remise en place des structures de réflexion et des débats (...) sur la mondialisation au premier semestre (...), sur les acteurs et les règles de la démocratie au second, puis sur la redistribution au troisième semestre. Au-delà, ce sera l'élaboration formelle de notre programme, la désignation de nos candidats et, dans l'intervalle, notre congrès. Nous préparons donc méthodiquement l'alternance, c'est l'objectif que je fixe aux socialistes en posant toutes les questions importantes de la société française et européenne en cette fin de siècle. Nous le ferons en tirant les leçons du mouvement social de décembre qui a attesté, à ceux qui parfois l'avaient oublié, que les salariés ne sont pas résignés et constituent une force qui compte dans notre pays, que des catégories majoritaires de Français sont attachés aux fondements d'un contrat social qui repose à la fois sur la protection sociale, la retraite et l'éducation, que les Français refusent les conséquences sociales régressives que veut tirer le libéralisme d'une mondialisation que, par ailleurs, nous reconnaissons comme un fait et que nous analysons.

> **“1996 sera pour nous l'année du travail, de la reconstruction pour donner un projet historique au pays.”**

Nous avons eu la démonstration d'un peuple qui ne veut pas de réformes faites sans lui et qui n'aime pas être trompé. Nous avons eu aussi, dans le creux de ce mouvement, l'expression d'une attente attestée par les succès de la gauche et notamment des socialistes dans les élections législatives partielles et cantonales. Nos objectifs doivent être ambitieux et réalistes (...) J'ai dit récemment que nous devions une revanche aux Français sur les problèmes de l'emploi et des inégalités et c'est ce qui sera pour moi essentiel (...) De grands objectifs vont constituer le champ de nos réflexions : la réduction du temps de travail sans diminution de salaires, la progression maîtrisée des salaires (...), une vraie réforme de la protection sociale, une politique active de l'emploi pour revenir à un taux de chômage peu supérieur à 7 % et un retour au plein emploi avant 2010. Il nous faut repenser une Europe plus puissante face à l'hégémonie américaine, une Europe pour l'emploi et la croissance et non seulement de la rigueur libérale, une Europe de la cohésion sociale (...) Voilà un certain nombre d'élements que je voulais vous donner à l'occasion de cette nouvelle année.

ADÉLIS AU FORUM NATIONAL DU PCF, À MARSEILLE

“nous sommes disponibles”

Vauzelle et Sylvie Andrieu. Ce premier forum rassembla plus de 3 000 personnes et fut un succès.

Placé sous le signe de la recherche de débouchés politiques, l'intitulé du forum reprenait le refrain d'une chanson de Renaud : “C'est quand qu'on va où ?” L'ensemble des participants partageaient le même objectif qui fut d'emblée résumé par Jean-Christophe Cambadélis : “Il s'agit de bâtir ensemble une deuxième chance pour la gauche. (...) Nous sommes disponibles pour l'union, nous sommes prêts au renouveau. Nous savons que la gauche doit marcher sur ses deux jambes.”

Le plan Juppé fut une nouvelle fois largement combattu, ainsi que les récentes mesures sur la ville où l'unité se retrouva dans l'analyse et le refus du plan Gaudin-Raoult.

Bien sûr, au fil des interventions, les désaccords sur la construction européenne se sont fait jour. Si Catherine Lalumière pour Radical s'estimait favorable à l'Europe, comme Guy Hascoët pour les Verts, le traité de Maastricht leur semblait peu défendable. Jean-Christophe Cambadélis s'interrogeait : “où est le cadre pertinent de pouvoir pour un citoyen face à la puissance des marchés financiers, l'Europe ou l'Etat-nation ?”

Attachement à l'Europe

“Comment prendre en compte la nouvelle donnée géopolitique avec les Etats-Unis comme seule superpuissance ? Comment prendre en compte l'hégémonie économique de l'Allemagne ? Vous l'avez compris, nous sommes attachés à l'Europe et nous ne sommes pas nationalistes. Lionel Jospin, comme hier François Mitterrand, voit dans celle-ci à la fois une réponse à la mondialisation et au défi géopolitique posé à la France.”

Robert Hue réaffirmait, à cet instant, son attachement à “l'Europe tout en refusant les critères imposés par Maastricht.” Le responsable du Parti communiste évoquant même, pour la première fois dans un débat, la nécessité d'un “instrument monétaire commun” à l'Union européenne pour faire face à la spéculation.

Ce premier débat sera suivi de six autres confrontations à Lille, Nantes, Strasbourg, Lyon, Bordeaux et Paris. Le Parti socialiste sera partout représenté par un secrétaire national. Le Parti communiste ayant accepté pour sa part de participer aux assises départementales et régionales et surtout, aux colloques précédant nos conventions dans les semaines à venir.

Eric Nadin



PRIX OCDE : + 0,1%
Les prix sont restés sages en France au cours du mois de décembre à + 0,1% selon l'Insee, soit une augmentation annuelle de 2,1 % pour 1995. En novembre, selon l'OCDE, ils ont baissé de 0,4 % au Japon et de 0,1% aux Etats-Unis, sont restés stables au Royaume-Uni et en Allemagne et ont très légèrement augmenté au Canada (0,2 %).

RETRAITS PAR CARTE BLEUE
L'ensemble des associations de consommateurs sont montées au créneau contre la décision de la BNP de facturer les retraits de ses clients dans les distributeurs automatiques des autres banques au-delà du sixième retrait mensuel. Est-ce légal ? Jusqu'à présent, aucun des juristes consultés de part et d'autre n'a donné de réponse probante.

PIB
Selon l'Insee, le produit intérieur brut n'a augmenté que de 0,2 % au troisième trimestre de 1995, soit un rythme de croissance annuel de 0,8 %. Au même moment, les consommateurs ont réduit leurs achats de 0,1% et accru leur épargne de 0,2 point Les Français épargnent désormais 14 % de leur revenu disponible.

CHOMAGE
Aux Etats-Unis, le taux de chômage reste stable, aux alentours de 5,6 %. En décembre, 151.000 emplois ont été créés, notamment dans le secteur manufacturier, et le salaire horaire moyen a augmenté de 0,4 %.

AC !
L'association Agir ensemble contre le chômage fera partir, en mai prochain, une caravane qui parcourera toute la France pour populariser la semaine à 32 heures. Elle se terminera, fin juin, à Lyon où doit se tenir un «contre G7».

MONNAIE UNIQUE
La commission de Bruxelles a lancé une campagne de promotion en faveur de l'euro. Grâce à celle-ci, elle espère surmonter les principaux obstacles psychologiques et surtout le scepticisme de nombreux Européens sur la mise en œuvre de la monnaie européenne dans leur vie quotidienne.

CROISSANCE

Le tapis en panne

Chirac peut larmoyer officiellement dans les Deux-Sèvres sur le chômage des jeunes qui payent déjà le prix fort du ralentissement économique. Il vient de faire torpiller en douce à Bruxelles l'idée même de stimulation concertée de la croissance.

Quel gouvernement a annoncé, fin décembre, un plan de mini relance destiné à corriger l'affaiblissement de la croissance ? Celui d'Alain Juppé. Il vient juste de s'apercevoir que plusieurs de ces mesures, pourtant bien modestes, nécessitent un passage devant le Parlement. Ce n'est peut-être qu'un simple cafouillage...

Quel pays s'est opposé, le 22 janvier, à une relance de la politique de grands travaux à l'échelle de l'Europe lancée en son temps par Jacques Delors et prônée à nouveau par Bruxelles ? C'est la France, alors qu'elle l'avait réclamée officiellement pas plus tard que la semaine dernière. En compagnie de l'Allemagne, elle a refusé toute idée de rallonge budgétaire communautaire pour la construction des grands réseaux trans-européens dans le domaine des transports.

Là, tout se passe dans les coulisses mais il ne s'agit plus de cafouillage : la France a bel et bien tordu le coup à une possibilité de créations d'emplois. On a eu droit aux effets d'annonce, nous en sommes dorénavant aux silences honteux.

Mais l'emploi ne se paie pas de mots, il prend racine dans les faits et il attend toujours. Près de 597.000 jeunes de moins de 25 ans pointaient à l'Anpe en septembre et ce n'est pas la nouvelle politique de la ville lancée à grands renforts de publicité, la semaine dernière, qui leur donnera les moyens d'éviter le chômage. Sans croissance, ils risquent de s'enfoncer encore plus.

Davantage de pauvreté

C'est l'activité économique, porteuse d'emplois et d'augmentations de salaires, qui a permis à leurs parents de bénéficier d'une élévation moyenne de leur niveau de vie de 2,4 % l'an entre 1970 et 1990. Chaque génération bénéficiait alors de meilleures conditions de vie que la génération précédente et entrait dans le monde du travail dans de meilleures conditions grâce au «tapis roulant» de la croissance qui continuait d'avancer. A partir des années 80, le tapis roulant a commencé à ralentir et l'augmentation du niveau de vie à se réduire : ceux qui entraient dans la vie active le faisaient à de moins bonnes conditions mais ils y entraient quand même.

Aujourd'hui, le tapis ne roule presque plus et les jeunes, tout comme leurs parents, ont bien du mal à mettre un pied dessus et à s'y maintenir de façon stable. Leur niveau de vie s'en ressent : il est redevenu le même que celui de leurs parents à leur âge. Bernard Legris et Stéfan Lollivier, deux chercheurs de l'Insee qui ont mené une enquête approfondie sur la question (1), sont catégoriques : «Pour les générations les plus récentes, la proportion des ménages pauvres s'élève et les inégalités internes s'accroissent.»

Le gouvernement peut faire tous les plans qu'il veut, de la ville ou autre. S'il ne relance pas la machine économique, ce sont des générations entières qui vont plonger vers la pauvreté.

Monique Grima

(1) B. Legris, S. Lollivier, «Le niveau de vie par génération» : Insee Première n° 423, janvier 1996. Prix 14 F.

Réforme de la protection sociale

ENTRE CAFOUILLAGES ET MAUVAISE FOI

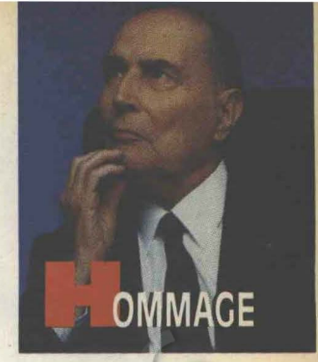
Annoncée le 15 novembre dernier, la réforme de la protection sociale prend eau de toute part. Qu'il s'agisse du RDS ou des mesures urgentes tendant au rétablissement de l'équilibre de la Sécurité sociale, le gouvernement a eu toutes les peines du monde à élaborer les deux premières ordonnances qu'il a présentées mercredi dernier en Conseil des ministres. Quant à la loi d'équilibre discutée au Parlement en début de semaine, elle a fait l'objet d'une bataille acharnée entre le gouvernement et la majorité. Elle permettra aux parlementaires de débattre d'objectifs de dépenses et de prévisions de recettes et d'émettre un vote indicatif : un compromis qui ne satisfait qu'une partie de la droite.

Parallèlement, le gouvernement a une manière bien à lui de s'occuper des déficits de la Sécurité sociale : les mesures destinées à les réduire sont enterrées ou détournées de leurs buts. Il affecte le produit de l'augmentation des charges sociales des médecins libéraux à un fonds de modernisation de leur profession et non plus au renflouement de l'assurance-maladie, écarte le dispositif d'ajustement automatique de leurs rémunérations en fonction du respect des objectifs fixés.

Déjà, en décembre, les salariés avaient réussi à faire reculer le gouvernement sur toute la partie de la réforme de la protection sociale qui concernait les retraites en obtenant le statu quo pour leurs régimes spéciaux. Avec la ronde des lobbies et les états d'âme de la majorité, les trois autres ordonnances qui vont suivre d'ici la fin avril font déjà l'objet de batailles acharnées. A ce train-là, on reparlera encore longtemps de la réforme de la Sécurité sociale et de son déficit. Reste l'alourdissement des prélèvements.

M. G.

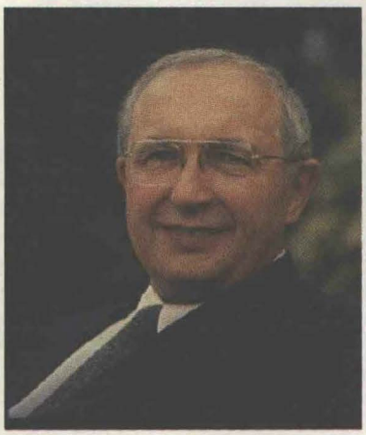
Fonds Social Européen



Le premier militant de la gauche

Les plus jeunes parmi nos militants et adhérents n'auront connu, en François Mitterrand, que le président de la République. D'autres, un peu plus âgés, se souviendront du Premier secrétaire du Parti socialiste qu'il fut pendant dix ans, du Congrès d'Epinay de 1971 à sa désignation comme candidat à la Présidence. Les uns et les autres ont en mémoire les années de progrès du parti, puis les années de pouvoir, avec leurs succès et leurs difficultés. Une période positive au total avec, en héritage, la certitude que désormais l'alternance à gauche est possible et qu'elle sera conduite par le Parti socialiste comme principale force de la gauche.

Pour ses compagnons de "l'avant-Epinay", ceux de la "Convention", les souvenirs les plus forts qui nous liaient à François Mitterrand, de façon indéfectible, ce sont les années difficiles pendant lesquelles beaucoup doutaient qu'un jour la gauche puisse revenir au pouvoir. Depuis 1958 et la naissance de la Ve République, la gauche, c'était le déséquilibre, l'émiettement, la division. Face à un parti communiste puissant et influent, la gauche "non-communiste" -c'était l'expression d'alors-, se débattait dans la confusion. Le Parti socialiste SFIO avait subi la scission de ceux qui refusaient le ralliement au nouveau régime (le PSA devenu PSU en 1960). L'influence électorale de ce qui avait été le parti de Léon Blum se situait entre 12 et 15 %, pour l'essentiel dans ses bastions traditionnels grignotés par la droite et le PCF ; le Parti radical, privé de Pierre Mendès France, s'affaiblissait à chaque scrutin. Sur les franges des deux ex-grands partis de gauche, de nombreux clubs, cercles, mouvements s'efforçaient de renouveler les idées et d'ouvrir des perspectives. Ce fut un des mérites historiques de François Mitterrand, opposant résolu au régime de 1958, de considérer qu'il n'y aurait jamais de rééquilibrage et de renaissance de la gauche sans le rassemblement. Si sa candidature à l'élection présidentielle de 1965, la première au suffrage universel, suscita l'espérance, remobilisa les militants découragés et réussit l'impensable ballottage face au Général de Gaulle, c'est qu'elle



reposait sur une démarche unitaire qui rappelait les beaux temps du Front Populaire et de la discipline républicaine d'autrefois. François Mitterrand allait devenir l'homme de l'unité. S'il créa lui-même, à partir de clubs et mouvements jusque-là séparés, la Convention des institutions républicaines (1964-65) jamais il n'accepta qu'elle s'enferme dans un patriotisme groupusculaire. Ce ne fut pas facile.

Après l'échec de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), que le mouvement de mai 1968 fit exploser, il eût pu s'arrêter-là, se contentant d'un rôle de mentor parisien désabusé. Au contraire, c'est à cette époque qu'il témoigna de ses formidables qualités de lutteur. A l'appel de quelques centaines de partisans dont le dévouement ne lui fit jamais défaut, il parcourut le pays avec un courage, une ténacité, une résistance indomptables. Peu importaient la distance, l'heure, l'auditoire. Je l'ai vu tenir des réunions de dix personnes et d'autres de dix mille. Commencer son dernier meeting de la journée à une heure du matin. Et repartir au même rythme le lendemain. Sa stratégie était juste, son éloquence exceptionnelle. Mais s'il n'était pas allé au peuple, avec cette inlassable énergie, il n'aurait pu imposer l'unité et forger, à partir d'Epinay (1971), l'outil qui, une décennie après, allait faire gagner la gauche.

Beaucoup, avec raison, pleurent aujourd'hui le Président. Moi, je me souviens d'abord de ces années à la fois difficiles et lumineuses, où François Mitterrand fut le premier militant du socialisme, le premier militant de la gauche.

Louis Mexandeau

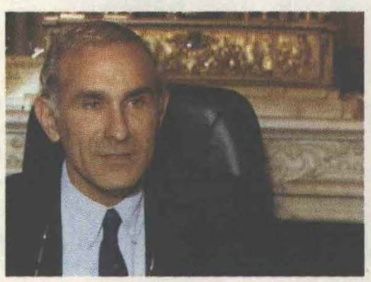
Un groupe de travail a été chargé de rassembler toutes les idées visant à rendre hommage à François Mitterrand. Il est composé de Claude Estier, Jean-Louis Bianco, Jean Glavany, Frédérique Bredin, Jean-Marcel Bichat, Louis Mexandeau et Jack Lang.

Je songe à l'ami

Quand on a connu d'aussi près un tel homme et que l'on a vécu à ses côtés tant de moments forts, on reste comme pétrifié de savoir qu'il n'est plus. Laissons à l'histoire le soin de juger tout ce qu'a représenté François Mitterrand pour la France. Pour moi, c'est un grand homme politique et un ami qui vient de disparaître. Les souvenirs se pressent à mon esprit : mes débuts en politique, il y a une vingtaine d'années, ma première rencontre avec lui à son domicile rue de Bièvre, nos longs entretiens en tête à tête pour organiser le Parti socialiste puis pour préparer la campagne électorale de 1981 que j'eus à diriger, la conversation téléphonique avec lui, le 10 mai 1981 à 18h30, pour lui annoncer sa victoire, les moments difficiles où il savait si bien décider, sa voix de tribun qui galvanisait les foules des meetings...

Mais je songe aussi à l'ami, chaleureux et fidèle, aimant rire et se retrouver en compagnie de ses proches. Je pense à son attachement à la terre de France, à son histoire, à sa culture, dont il était si imprégné.

Lors de notre dernière rencontre, il y a un peu plus d'un mois, nous avons parlé pendant une heure de nos souvenirs, mais aussi de la situation actuelle et de



l'avenir. Il m'a interrogé sur le Tarn, qu'il connaissait bien, sur des amis qu'il voyait moins. Bien sûr, j'ai vu qu'il souffrait et j'ai été frappé par son courage dans sa lutte contre la maladie et la douleur. Il m'a assuré qu'il était "plus serein devant la mort qu'il y a quelques années" et, comme je lui demandai s'il considérait toujours que "le plus dur, ce n'était pas de mourir mais de ne plus vivre", il m'a répondu par une phrase qui résume si bien l'homme que je connaissais : "mais oui Quilès... pensez à un coucher de soleil sur votre belle cité de Cordes et à un bon repas : c'est quand même dommage de perdre tout cela !"

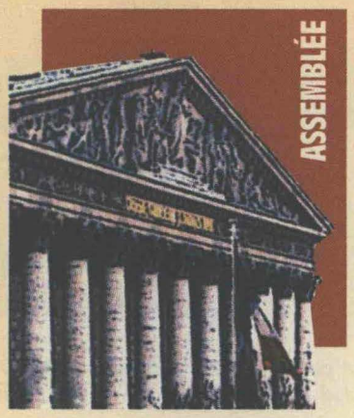
Je veux souligner aussi les qualités éminentes d'un homme d'Etat hors du commun, auprès de qui j'ai eu la chance d'exercer des responsabilités et de conduire des missions de confiance. J'ai toujours été frappé par la force de ses convictions -même si son cheminement vers le socialisme a été long- et par la volonté de battant dont il faisait preuve à chaque instant et qui entraînait tant de monde autour de lui. Je n'oublie pas non plus l'immense crédit de François Mitterrand à l'étranger.

Par leurs réactions empreintes d'émotion, nos concitoyens montrent qu'ils ont compris l'amour que François Mitterrand portait à la France et au peuple français.

J'emprunterai ma conclusion à un quotidien suisse, cité par Alain Delon qui, bien que ne partageant pas ses idées, souhaitait rendre hommage à François Mitterrand lors de son départ de l'Elysée : "Que nous l'ayons beaucoup aimé ou beaucoup détesté, de le voir partir comme ça..., ça donne le spleen. Nous allons changer de siècle sans lui. Nous allons nous sentir un peu seuls."

Paul Quilès

L'ALBUM PHOTOS "POUR MÉMOIRE"
est disponible
par correspondance
à la boutique du PS.
Soit 158 F frais d'expédition
compris ou 120 F sur place.



Jean-Yves Le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle, sur la situation en Corse

Comme des millions de Français, j'ai été choqué par l'image de centaines de cagoulards corses, armés jusqu'aux dents, montrés par toutes les chaînes de télévision. Votre réponse précédente, Monsieur le ministre de l'Intérieur, n'était pas satisfaisante. "L'Etat restera en Corse", avez-vous dit. Or comment penser que les autorités administratives et policières n'aient pas été informées de ce rassemblement médiatique ? Est-il vrai que les forces publiques avaient déserté les routes d'accès, que les numéros d'immatriculation des véhicules des participants ont été relevés ? Vos services vous ont-ils informé au préalable de ce rassemblement ? Si l'Etat reste en Corse, peut-on se promener dans notre pays avec des lance-roquettes, des armes antichar, des fusils à visée nocturne, sans rencontrer le moindre problème ? Cette situation n'est pas tolérable. Votre passivité est digne d'une république bananière. Surtout, en prenant pour interlocuteurs privilégiés ceux qui préconisent la violence, vous tournez le dos à toute solution au problème corse. La spécificité corse, que nous avons approuvée, a pour corollaire le respect des règles républicaines. Aujourd'hui, même vos ministres se disputent. Mieux vaut être cagoulé pour être reconnu par M. Debré, ce qui est un comble !

Commentaire

Si l'on en juge par l'écho rencontré dans l'hémicycle, la préoccupation formulée par Jean-Yves Le Déaut est visiblement partagée par un grand nombre de parlementaires. Le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, dont la complaisance à l'égard des extrémistes corses a révélé une conception bien peu républicaine de sa fonction, a évidemment répondu "à côté" de la question par des généralités insipides sur le nécessaire dialogue, sur sa volonté et son optimisme.

Bertrand Fort

Jacques Floch, député de Loire-Atlantique, sur la réforme constitutionnelle

Le texte qui nous est soumis a été rédigé dans la précipitation, sans consultation des forces vives de la nation, ni même des membres de la majorité, ainsi qu'en témoigne l'étonnement de la plupart d'entre-eux, lorsqu'ils ont pris connaissance d'un dispositif qui n'est que la traduction constitutionnelle d'un des éléments les plus négatifs du plan Juppé : l'exécutif rejette sur le législatif la responsabilité du contingentement des dépenses et de l'augmentation des prélèvements. (...) Le débat de 1958 sur le partage des responsabilités entre le législatif et l'exécutif est donc à nouveau d'actualité. Les discussions en commission l'ont bien montré, la pierre d'achoppement est l'attribution au Parlement d'une nouvelle compétence, celle d'élaborer une nouvelle sorte de loi : la loi d'équilibre. Pourquoi pas demain une loi d'équilibre de la SNCF, d'Air-France, d'EDF-GDF ? (...) Quant au calendrier, il touche à l'absurdité. Si l'on retient le texte du gouvernement, qui

Le débat de 1958 sur le partage des responsabilités entre le législatif et l'exécutif est à nouveau d'actualité

n'est pas normatif, l'adoption de la loi sociale n'est pas "vitale" et rien ne justifie le télescopage des discussions budgétaires et de l'examen de cette loi. Si l'on adopte la solution de l'amendement Mazeaud, avec un vrai texte législatif, alors c'est la course d'obstacles. (...) D'abord, rassembler, au premier trimestre, les données macro-économiques nécessaires pour l'établissement du rapport annexé. Ces données concerneront, au mieux, l'année 1995, peut-être le premier trimestre 1996. Ensuite, consulter les organismes divers qui donneront leur avis en juin-juillet. Puis mettre en forme le rapport et le projet de loi en août-septembre. Suivrons le dépôt du projet en octobre, son examen en novembre et son adoption en décembre. Or les problèmes liés à la Sécurité sociale sont particulièrement sensibles à la conjoncture. Vouloir faire discuter l'Assemblée nationale sur la base de données datant pour certaines de près de deux ans, c'est une gageure ! (...) Ce projet ne peut trouver sa place dans notre Constitution, il est contraire à son esprit, contraire à l'équilibre de nos institutions, contraire au souhait majeur d'une réelle participation des forces vives de la nation.

Commentaire

Une réforme lancée une fois de plus à la va-vite. Un imbroglio qui s'inscrit dans la démarche de remise en cause des principes d'organisation de la protection sociale. C'est un processus qui facilitera la privatisation et le rationnement des soins. **B.F.**

Michel Berson, député de l'Essonne, sur la dérive du chèque emploi-service

(...) Ce texte n'est pas la grande loi que nous attendions sur les emplois de service. Il donne d'ailleurs une définition très ambiguë du chèque emploi-service puisqu'il n'indique pas clairement quels salariés peuvent relever de cette modalité de paiement.

L'objectif du projet est de pérenniser le dispositif créé par la loi quinquennale de décembre 1994 et surtout de l'étendre aux sociétés à but strictement lucratif. Or cette extension change complètement la nature du système initial : la quasi-totalité des organismes sociaux s'en sont émus, exprimant les plus grandes réserves, quand ce n'était pas une opposition totale. (...) De fait, l'ouverture des emplois familiaux au marché concurrentiel est le problème le plus grave que pose ce texte, et l'extension aux entreprises lucratives des avantages fiscaux qui n'étaient jusqu'à présent accordés qu'aux particuliers ou aux associations agréées exige que nous y réfléchissions bien. Ne va-t-elle pas déstabiliser et fragiliser le secteur associatif professionnel d'aide aux personnes, secteur qui a fait la preuve de sa compétence et de sa capacité d'adaptation tout en restant fidèle à ses valeurs éthiques ? La lutte contre l'exclusion exige que l'on crée du lien social : les entreprises privées sont-elles les mieux placées pour cela ? (...) Or, avec les emplois dits familiaux, nous sommes à la frontière du secteur de la santé, dans lequel le privé ne demande qu'à s'engouffrer. (...) On ne le dira jamais assez : l'intervention à

Les emplois de service aux particuliers doivent être professionnalisés, et encadrés par des structures organisées

domicile est un véritable métier, qui allie compétence technique et relationnelle, confiance et respect de la personne. Les emplois de service aux particuliers ne sont pas des "petits boulots" : ils doivent être professionnalisés, et encadrés par des structures organisées. L'obligation faite aux particuliers de participer au financement de la formation est une bonne chose, mais la faiblesse du taux et la faiblesse des structures de formation dans ce domaine en réduisent la portée. (...)

Toutes nos propositions tendent à empêcher que le dispositif du chèque emploi-service ne concoure à développer un salariat de seconde zone, un marché de l'emploi précaire. La lutte contre le chômage et l'exclusion passe par la création de vrais emplois, correspondant à de vrais métiers, fût-ce hors du secteur marchand. En l'état, le texte ne va pas dans ce sens ; s'il n'est pas fortement amélioré, le groupe socialiste ne le votera pas.

CUBA - ETATS-UNIS

Briser un cercle vicieux

Les Nations-Unies font régulièrement sonner les trompettes du bon sens et du droit aux oreilles de Fidel Castro et de Bill Clinton. Au "Levez l'embargo !", adressé à l'un, répond, "Appliquez les droits de l'homme !" destiné à l'autre, sans grand résultat jusqu'ici. Le 14 octobre dernier, le président uruguayen Julio Maria Sanguinetti, qui recevait le "lider" cubain, a manifesté un agacement partagé en Europe comme en Amérique latine. "L'embargo, a-t-il souligné, est aujourd'hui devenu anachronique, (...) il faut le lever", mais Cuba doit "s'intégrer à une Amérique latine libre, avec des régimes où l'aspiration à la justice ne supprime pas le marché".

Washington et La Havane s'accrochent aux positions héritées du divorce traumatisant de 1962. Après la dernière condamnation adoptée le 4 novembre, la Maison Blanche a exprimé sa "déception" et sa conviction que la politique suivie à l'égard de Cuba était "la bonne", soulignant par ailleurs que "les Etats-Unis ne se sentent pas isolés après ce vote, parce qu'ils sont les leaders du monde". Dans la foulée, le Sénat et le Congrès ont voté une loi dite "pour la liberté et la solidarité démocratique de Cuba", renforçant les dispositions de l'embargo. Les Européens qui ont ouvert une négociation globale avec La Havane ont été vertement tancés. Le porte-parole du département d'Etat a demandé "instamment à nos partenaires européens de réfléchir avant de normaliser leurs relations avec l'une des dernières dictatures existantes.

Les États-Unis isolés

Les plaideurs comme dans la fable maîtrisent de plus en plus mal leur querelle. Les Etats-Unis ont beau froncer les sourcils, ils sont de plus en plus isolés. Les Latino-américains regardent Cuba d'un œil sympathique et intéressé, depuis le départ des troupes soviétiques. Castro, désormais invité un peu partout, a été banalisé. Les Européens et les Japonais font la sourde oreille à chaque coup de semonce de Washington. Cuba est devenu un enjeu commercial comme un autre. Aux Etats-Unis, Cubano-américains, chefs d'entreprise, députés démocrates sont de plus en plus perplexes et viennent se rendre compte sur place. Les autorités cubaines ne sont pas mieux loties. Elles ont beau parler de "période spéciale", Cuba est en transition vers un inconnu au goût capitaliste. 200.000 entrepreneurs privés en 1995, 300.000 en 1996, les marchés libres paysans, l'économie parallèle gravitant autour des touristes étrangers, la dollarisation de l'économie, les hôtels et clubs canadiens, mexicains, espagnols ou français sont de plus en plus nécessaires au développement et à l'indépendance du pays. La perpétuation du blocus a paradoxalement forcé le rythme des évolutions. Mais elles restent imparfaites et contradictoires. Quelle doit être la place attribuée au marché ? Comment corriger les nouvelles inégalités sociales ? Quels impôts mettre en place ? Comment préserver les acquis sociaux, approfondir et élargir les libertés, la démocratie ? Prise entre l'intransigeance américaine, la main de fer du PCC, l'exigence des entreprises étrangères et le besoin de consommer de la population, la marmite cubaine envoie de la vapeur dans tous les sens. Le recours au socialisme démocratique, à l'européenne, seul permettrait -permettra ?- de canaliser ces énergies dans le monde.

Côté cubain, Fidel Castro joue la partition de toujours. "Notre régime, a-t-il déclaré à Montevideo le 14 octobre, se maintiendra avec un parti unique." Les quelques dissidents qui ne l'avaient pas compris ont été mis au pas. Olance Noguera Roce a été arrêté en octobre et Paul Rivero, responsable d'une agence de presse indépendante, en janvier.

Pour les Américains, Cuba doit tomber comme un fruit mûr. Coupé du camp "socialiste", "évanoui" après la chute du mur de Berlin, le régime est aux abois. Faute de pétrole et de marché, les usines et les transports sont paralysés. Les paysans labourent avec des bœufs. L'électricité est rationnée. La production a chuté de 40 %, le commerce extérieur s'est effondré. Mais pour les Cubains, les Américains ont tout faux. Le communisme est un choix qui a permis de préserver une indépendance menacée en 1962 par les Etats-Unis. Il n'a pas été imposé par les chars soviétiques. Cuba a les moyens politiques de relever le défi. Les autorités ont organisé la pénurie. Le marché a désormais pignon sur rue et les capitaux étrangers sont accueillis à bras ouverts. Cette hérésie idéologique a permis aux Cubains de garder le menton au-dessus de l'eau.

Jean-Jacques Kourliandsky

ELECTIONS PALESTINIENNES

Les observateurs de l'Internationale socialiste sur le terrain

Le soleil brillait ce samedi 20 janvier sur Jérusalem. Heureux présage pour ce grand jour, après les pluies froides qui avaient, la veille, transformé les rues en torrents.

La délégation des observateurs de l'Internationale socialiste s'est répartie en quatre groupes pour couvrir les différents districts. Dans celui du Nord, la population était encore sous le coup de la mort de trois jeunes de 20 ans, la veille, à un barrage israélien. Rares sont les électeurs qui se sont présentés au bureau de la ville. En revanche, au camp de réfugiés, ce fut une cohue bon enfant, et la police palestinienne, arrivée depuis quelques jours à peine, a eu fort à faire pour canaliser la foule.

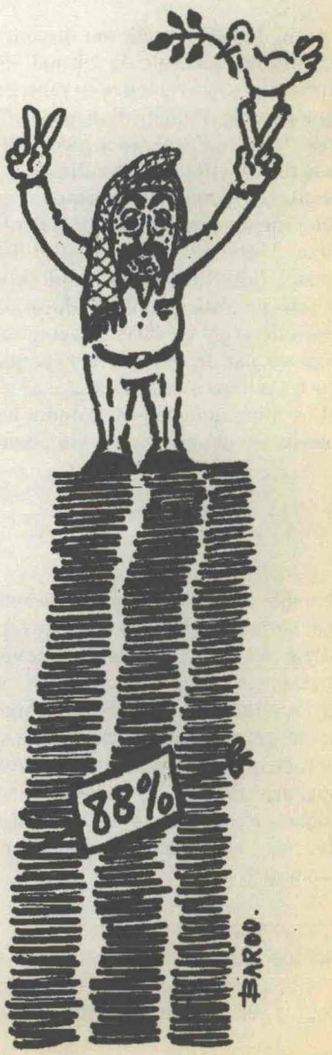
L'organisation du scrutin a été, comme on le verra partout, remarquable : listes des inscrits affichées à l'extérieur, cahiers d'émargement, dont les noms sont rayés avec application chaque fois qu'un électeur se présente avec sa carte d'électeur, qui est dûment tamponnée, et sa carte d'identité, puis passage dans les isoloirs faits de grands cartons d'emballage récupérés et posés sur les tables d'écolier. Deux enveloppes sont à disposition : la rouge pour l'élection présidentielle, la blanche avec la liste des candidats de la circonscription pour l'élection au Conseil.

Partout, les mêmes scènes. A Naplouse, au camp palestinien de Balata, l'un des berceaux de l'intifada, les gens font la queue plus de deux heures, et les urnes sont presque pleines à 15 heures. Il faudra les vider pour permettre à la quasi-totalité des 2 000 inscrits de voter. Mais personne n'a envie de tricher, ce jour est sacré pour les réfugiés, parqués depuis 1948 dans ces camps de misère, et qui espèrent encore rentrer un jour chez eux, dans la plaine toute proche.

Après avoir visité quelques villages perchés sur les collines, les observateurs assisteront, à la nuit tombée, à la conclusion de ce que certains n'hésiteront pas à qualifier de "sabotage" par les autorités israéliennes du scrutin de Jérusalem. Seuls 5 bureaux de poste ont été autorisés à recueillir les suffrages d'une poignée d'électeurs, et pendant les heures de service ! A l'entrée, ce sont les forces de la sécurité israélienne qui ont filtré et intimidé les électeurs. A l'intérieur, les guichetiers étaient, exceptionnellement, des Israéliens, et les caméras de surveillance du plafond étaient braquées par dessus les épaules. A peine un citoyen de Jérusalem sur dix pourra accomplir son devoir dans la ville, les autres se rendront dans un village de la périphérie sous autorité palestinienne ou devront renoncer.

Mais il en a aurait fallu bien plus pour enlever sa signification historique à cette journée, et pour doucher l'espoir empreint de gravité des habitants des Territoires occupés, qui voient enfin poindre à l'horizon la fin de leur calvaire.

Marc Lavergne



PACTE DE RELANCE POUR LA VILLE

Beaucoup de bruit pour



C'était l'urgence annoncée pendant la campagne présidentielle pour réduire la fracture sociale, ce devait être le Plan Marshall des banlieues, cela a été l'arlésienne de cet automne. On espérait qu'à force d'être attendu, le plan serait d'envergure. Bien au contraire, au fur et à mesure qu'il était reporté, le Plan Marschall des banlieues, alias P.N.I.U. (Programme National d'Intégration Urbaine) puis Pacte de relance pour la ville, se réduisait en peau de chagrin. Finalement la montagne va, semble-t-il, accoucher d'une souris.

Pourtant, au départ, on y trouvait quelques affirmations de principe que le Parti socialiste ne pouvait renier puisqu'il s'agissait des axes forts de la politique de la ville inventée par la gauche : développer l'emploi dans les banlieues, diversifier l'habitat, impliquer les habitants et restaurer la présence des services publics.

Alain Juppé, lors de son discours de politique générale du 23 mai 95, parlait alors "de remettre en marche le moteur de l'intégration sociale", et de "rendre l'espérance aux habitants de nos cités en difficultés".

Raté. Le moteur s'est grippé. Les seules mesures intéressantes de feu le "Plan Marshall" (emploi d'utilité sociale, implication des habitants, maisons de justice, zones d'éducation prioritaires) ont été inventées et mises en place par la gauche, à l'époque sous les critiques de la droite.

Les plus audacieuses, comme les conseils de quartiers, ont été abandonnées ou encore réduites à portion congrue comme les 10.000 emplois-ville ou les 1 000 nouveaux postes de policiers, quantité absolument insignifiante.

Quant aux mesures nouvelles, elles sont soit répressives, comme la création de la comparution rapprochée pour les jeunes délinquants, soit trop coûteuses et inutiles comme la création de "zones franches" dans les quartiers en difficultés. Mais surtout, malgré des promesses réitérées sur le chômage des jeunes, les réponses sont dérisoires, alors que dans les quartiers en difficultés, c'est ce problème qui devient le plus souvent la cause de la délinquance des jeunes, de l'usage des drogues licites ou illicites, de trafics divers. Dans ces quartiers, le taux de chômage qui est de 15 à 20 % pour les adultes, voire de 30 %, s'élève à 40 ou 50 % pour les jeunes. A cela on oppose la création de 10 000 emplois d'utilité sociale, chiffre qui correspond à peu près au nombre de jeunes en difficultés dans plus d'une agglomération importante en France.

Le PNIU est très révélateur de la méthode Juppé : préparé dans le plus grand secret et sans concertation avec les principaux intéressés (les habitants), constitué d'effets d'annonces. Finalement, on peut se demander si le vide actuel du projet n'est pas à souhaiter. Lorsque le gouvernement s'est exprimé durant ces derniers mois pour parler de l'exclusion, il a renforcé celle-ci et a stigmatisé les habitants de ces cités. A l'exclusion sociale, il n'a proposé qu'une réponse, l'exclusion institutionnelle.

L'effet d'annonce

Cela a été vrai pour les déclarations d'Eric Raoult sur l'intifada dans les banlieues, sur le plan Vigicasseurs. Pour celles du Premier ministre sur "les faux allocataires du RMI".

Cela est vrai pour le projet Toubon sur la répression du terrorisme qui, au risque d'un dangereux amalgame, incrimine dans un même texte le terrorisme et la délinquance contre les forces de l'ordre.

L'effet d'annonce devient un principe dans l'art de gouverner de

RÉACTIONS SYNDICALES

FEN : PEU AMBITIEUX

"Compte tenu de l'ampleur du problème, ce pacte reste peu ambitieux. La FEN le regrette (...) et souhaite que voit rapidement le jour, comme promis par le gouvernement, une loi d'orientation et de programmation contre l'exclusion et la grande pauvreté conforme aux avis récents du Conseil économique et social et de la Commission nationale consultative des droits de l'homme."

CGT : DANGEREUX ET ILLUSOIRE

Marqué d'une volonté d'affichage et d'effet d'annonce, le pacte de relance pour la ville confirme le refus du gouvernement de s'attaquer aux causes essentielles (...) : chômage, misère, exclusion, bas salaires, surconcentrations urbaines et aussi échec des politiques de traitement social. (...) le contenu du plan proposé est non seulement insufisant, inadapté, mais aussi dangereux et illusoire.

FSU : PAS DE REDÉPLOIEMENT

"Une réelle politique de la ville exige des moyens autrement ambitieux". "Dégagés pour l'essentiel par redéploiement, ils risquent de manquer ailleurs à brève échéance". La FSU rappelle en outre que " les pouvoirs publics ont décidé de supprimer huit postes d'enseignants en primaire au Val Fourré, à la prochaine rentrée".

FO : DÉRÉGLEMENTATION

Le plan du gouvernement "continue à s'inscrire dans une logique de déréglementation" : il institue "une nouvelle formule de contrats précaires".

CFDT : INCOHÉRENCE

Le plan se présente comme une série de "mesures ponctuelles et limitées dont on cherche la cohérence". "Malgré les chiffres annoncés, il reste modeste au regard des questions d'intégration, de mixité sociale et de citoyenneté."

rien

l'équipe Juppé. Annonces tonitruantes afin de rassurer l'opinion publique. En ce qui concerne le projet de réforme sur les mineurs délinquants, on y retrouve cette méthode : on crée des "unités d'encadrement renforcé" pour faire croire à l'opinion publique qu'on viendra ainsi à bout de ces "jeunes multi-récidivistes".

Cette disposition risque de transformer ces jeunes, qui sont avant tout en difficultés, en boucs émissaires qu'il faut éloigner. On peut regretter amèrement que l'augmentation du nombre d'éducateurs et de juges pour enfants soit absente de ce projet. Ces innovations n'ont aucun sens si elles ne s'accompagnent pas d'une importante augmentation du budget de la justice. C'est notamment pour cette raison que Lionel Jospin proposait, lors de la campagne présidentielle, de doubler sur 5 ans ce budget.

La gauche fixe quatre objectifs prioritaires

En reprenant largement les dispositifs existants, le Premier ministre reconnaît que la politique inventée par la gauche, au début des années 80, constituait un progrès.

La situation n'est plus la même qu'au début des années 80. Le chômage s'est accru, la violence dans les cités s'est développée, la délinquance s'est rajeunie.

Aujourd'hui, la gauche doit se fixer pour la politique de la ville quatre objectifs prioritaires :

- s'attaquer avant tout au problème du chômage, notamment celui des jeunes, et faire de l'emploi une véritable priorité nationale ; aucune politique de la ville n'a de sens si elle ne s'appuie pas sur une autre politique de l'emploi.
- restaurer la démocratie, assurer la citoyenneté et donner la parole aux habitants de ces banlieues.
- assurer la sécurité de tous par une meilleure présence de la justice et de la police à travers un véritable renforcement du nombre d'éducateurs, de magistrats et de policiers dans ces quartiers.
- redonner au secteur associatif qui est exsangue de véritables moyens.

Adeline HAZAN
Secrétaire nationale aux problèmes de société.



Michel Delebarre : "Rendez-vous manqué"

Le plan Marshall sous-entendait l'apport massif de capitaux et de moyens mis en œuvre.

Aujourd'hui, ce pacte de relance est la preuve que le gouvernement n'a pas les moyens de ses discours. En outre, le terme même de "relance" démontre que tant pour le gouvernement Balladur que pour le premier gouvernement Juppé il y a eu -conformément à ce que nous avions toujours déclaré- abandon de la politique de la ville. Souvenons-nous de ce qu'a dit Raoult sur les Rmistes, sur les CES, toutes déclarations qui ont renforcé les processus d'exclusion. Donc aujourd'hui, le gouvernement n'est pas au rendez-vous d'une histoire qui doit être certes celle du service aux quartiers les plus démunis mais dans l'esprit de donner aux villes la capacité de s'en sortir. C'est ma première observation.

La seconde, c'est qu'un certain nombre des mesures proposées ne sont que la reprise de ce que nous avons nous-même lancé ou mis en œuvre. A ceci près qu'une simple reconduite, après des années de relâchement, ne fait pas une action gouvernementale à la hauteur des nécessités. Il y a des années que les services publics d'Etat auraient dû être présents dans les quartiers. Les moyens annoncés ne suffiront pas à régler le problème des dizaines d'agglomérations en difficultés.

Quand Raoult annonce cinq milliards de francs par an, de quoi parle-t-il ?

Outre que 5 milliards sont insuffisants, il ne parle pas de fonds nouveaux mais d'un simple redéploiement budgétaire de l'Etat. Ce qui veut dire qu'ils vont prendre dans les différents départements ministériels des fonds qu'ils regrouperont au titre de la politique de la ville. Mais ces départements ponctionnés peuvent très bien être l'équipement, le logement, la culture ou d'autres, qui auraient necessité un effort soutenu de la part de l'État. N'oublions pas que les crédits de la ville n'ont jamais été au rendez-vous de ce qu'est la nécessité. Sur les 8,5 milliards annoncés pour le budget 96, il n'y a qu'un milliard et demi, je crois, de véritable crédit politique de la ville, le reste ce sont des contributions ministérielles.

Les grandes villes désarmées

Depuis plusieurs années, le gouvernement diminue les moyens des collectivités locales. Jean-Marc Ayrault, le président de l'Association des maires des grandes villes a eu raison de dire que les dispositions prises pour la loi de Finance de 1996, si elles sont reconduites en 1997 et en 1998, priveront les cinquante plus grandes villes de France de l'équivalent de 3 milliards de francs. C'est-à-dire qu'en réalité le gouvernement abaisse la capacité des villes à faire face à leurs difficultés.

Propos recueillis par M. B

3 QUESTIONS

JEAN-JACQUES QUEYRANNE,
MAIRE DE BRON, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE CHARGÉ DE LA POLITIQUE DE LA VILLE.

Quelles réactions vous inspirent le plan du gouvernement ?

Ce programme est décevant : pour les élus locaux, pour les associations, pour les habitants. Loin du "plan Marshall", on a plutôt un catalogue de mini-mesures qui ne sont souvent que des reprises de ce qui était engagé au niveau local. Par exemple, Bron a déjà une maison de justice. De même, l'idée de créer un établissement public national, une sorte de SAFER qui rachète les baux commerciaux et les murs commerciaux. On a déjà éprouvé ce genre de difficultés depuis 3 ans. Donc on récapitule et on généralise. Pourquoi pas. C'est plutôt bien. Ceci étant, il n'y a pas de moyens budgétaires à la hauteur des problèmes.

Comment cela se traduit-il pour votre région ?

Un exemple concret qui montre que le compte n'y est pas : nous avons signé avec l'Etat un programme local de l'habitat pour les 55 communes de l'agglomération lyonnaise. Ce programme prévoit une augmentation de 20 % par rapport à 1995 des dotations en PLA. En 1996, on nous annonce moins 15 % de dotations en PLA. Donc, par rapport aux prévisions du PLH et à la signature de l'Etat, on sera à moins 35 %.

Le gouvernement insiste particulièrement sur les "zones franches". Qu'en pensez-vous ?

Je suis très sceptique, tout comme l'ensemble des maires. D'abord parce que sur l'agglomération lyonnaise, le sous-préfet à la ville n'a parlé que d'une ou deux zones franches. Ensuite, parce que c'est les chasseurs de primes qu'elles attireront plus que de vrais entrepreneurs. Quant aux emplois de proximité, on nous en annonce 100 000 sur 4 ans, donc 25.000 par an. Il y a un réel besoin de mettre en place des emplois qui assurent une présence humaine, un entretien, une action de propreté dans les quartiers.

Mais est-ce qu'il faut uniquement les réserver aux jeunes des quartiers alors que la situation exige une action massive pour l'insertion des jeunes.

Ce pacte est donc notoirement insuffisant. Seule la méthode change. Juppé, après avoir tenté d'imposer en force le plan sur la Sécurité sociale, veut appeler maintenant à la concertation, à la discussion. Ce qui ne change rien à l'indigence du contenu de son plan.

Propos recueillis par Monique Bartholomeus

PROJET DE RÉFORME DE L'ORDONNANCE DU 2 FÉVRIER 1945 SUR LES MINEURS DÉLINQUANTS

A l'occasion du Programme national d'intégration urbaine (PNIU), le gouvernement présente un projet de réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 sur les mineurs délinquants. Les principales dispositions en sont :

- l'instauration d'une procédure de "comparution à délai rapproché", variante de la comparution immédiate des majeurs. Le parquet pourra demander au juge des enfants de juger le mineur dans un délai de 1 à 3 mois ;
- la "césure du procès pénal", c'est-à-dire avoir la possibilité de statuer en deux temps : d'abord sur la culpabilité et ensuite sur la sanction ;
- la possibilité, pour certaines affaires de moindre gravité, sur simple coup de fil du parquet, de faire convoquer le jeune devant le juge sans que le parquet n'ait examiné la procédure.

En outre, en dehors de ces mesures législatives, le Garde des sceaux envisage la création d'unités d'encadrement renforcé. Il s'agit de petites structures dans lesquelles seront regroupés les cas les plus difficiles et où seront appliquées des règles de vie assez strictes.

Il est exact qu'actuellement les actes de délinquance commis par les mineurs sont jugés trop tardivement et qu'il est nécessaire de réduire ce délai. A cela répond l'instauration de la césure du procès pénal. Quant à la procédure de comparution rapprochée, elle va, par la brièveté des délais, nécessairement être source d'aggravation des sanctions prononcées et va tendre vers le prononcé de peines d'emprisonnement ferme. On sait, par expérience, que plus le jugement est proche dans le temps et plus la sanction est sévère par manque de recul. En ce qui concerne les "unités à encadrement renforcé", le principe n'est pas critiquable mais il faudra vérifier ce que pourra être le règlement en vigueur comme l'interdiction de sortie qui est prévu et qui rendrait ces foyers, à court terme, non viables.

COUP de CŒUR et de CROC

LA VIE DE GALILÉE

Cette rare "Vie de Galilée" nous arrive de province (1), jouée à Valence par la petite Cie "Travaux 12" de Philippe Delaigue. C'était culotté de monter, après Losey, Vitez et Strehler, ce gros morceau -encore que Delaigue a largement coupé. Mais c'est réussi. On vibre toujours au procès que fait la religion à la science et aux hésitations de Galilée (réhabilité depuis peu par Rome) devant le décret de 1616 du Vatican lui ordonnant de cesser ses recherches. Après Valence, Privas, Caen, Nancy, Malakoff et Paris plus tard, malgré la modestie de la Cie "Travaux 12", pourtant elle tourne, dirait Galilée.

(1) Le "Bel Image". Valence.

LA TÉLÉ-JUSTICE EN PROCÈS

Fallait-il supprimer "Enquête publique" sur TF1 dont le premier numéro de vendredi 19 a été déprogrammé in extrémis ? Ces émissions-débat, conçues par Philippe Alfonsi et le "révisé" Roland Agret, contre-enquêtaient sur des dossiers d'assises suspects d'erreurs judiciaires. Elles devaient être, pour chaque cas, sous le contrôle des avocats des différentes parties L'A.P.M., association professionnelle des magistrats (de droite) se félicite de cette suspension. Au contraire, le Syndicat de la magistrature (SM, de gauche) n'a pas d'opposition sur ce concept qui force "la justice à s'interroger sur sa capacité à se remettre en cause". Rappelons qu'il y a dans nos prisons au moins 200 condamnés "à doute" qui clament leur innocence.

LES OUBLIÉS DU ROMANTISME

Des artistes méconnus que faisaient oublier Delacroix, Ingres ou Géricault, ont façonné -avec des talents divers- le romantisme pictural, au temps où la peinture n'était pas révolutionnaire. C'est une variété surprenante venue d'une époque tumultueuse, coincée entre l'Empire et 1848 qui est présentée au musée de Nantes. Avec 130 artistes, il y en a pour tous les goûts. Malgré ce foisonnement, on voit comme Elie Faure que "l'école française est la plus cohérente des expressions du romantisme européen".

(1) "Les années romantiques" Musée des Beaux-Arts. Nantes. Jusqu'au 17 mars. Grand Palais, Paris, du 20 avril au 15 juillet.

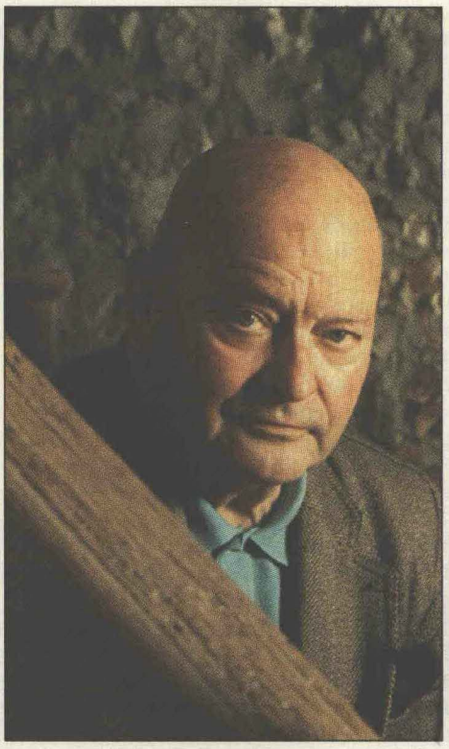
PAS DE TIMBRE POUR FRANÇOIS MITTERRAND

Rompant avec la tradition, François Mitterrand n'avait pas tenu à ce que la France émit des timbres à son effigie, pendant ses 14 ans de présidence. Y en aura-t-il un jour ? Mais d'autres pays s'en sont chargé. Dès 1981, la Corée s'est empressée d'en émettre 4 où il tient une rose. Puis les pays africains, comme le Togo, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Gabon, le Cameroun. Ils font déjà la joie des philatélistes.

J.V

DANIEL BOULANGER

Mitterrand le fédérateur



Romancier, poète et académicien Goncourt, Daniel Boulanger publie ces jours-ci "Le Miroitier" et "Taciturnes" qu'il a dédié, peu de temps avant sa mort, à François Mitterrand.

A Senlis, dans une petite rue pavée, une solide maison du XVIIe siècle. On pousse la lourde porte en chêne, on gravit l'escalier de pierre et nous voici dans la pièce où il travaille. Sur son bureau, une bougie en permanence allumée éclaire trois renoncules blanches. La fenêtre donne sur le jardin. Sur la gauche, une petite bibliothèque avec les éditions originales de ses auteurs préférés. A droite, un Steinway noir.

Sept enfants, un goût prononcé pour la province, la bonne chère, les beaux meubles et les miniatures persanes. On lui doit une soixantaine d'ouvrages, romans nouvelles, poèmes et une centaine de scénarios de films. D'où vient la magie qui nous emporte, dans ses romans ? La magie Boulanger qui fait qu'une fois ouvert le livre, on ne le referme plus ? Elle vient de tous ces personnages de province si bien croqués, mais toujours en équilibre instable entre le réel et le délire. De l'élégance de l'écriture. De l'humour aussi, tendre le plus souvent, mais qui peut déboucher sur le fantastique ou la folie. De la poésie enfin, toujours présente.

Ses "retouches" ? Un genre qu'il a inventé et qu'il est seul à pratiquer. Il s'agit d'une sorte de poème bref de forme libre, mais très travaillée. Il vient d'en terminer quelques-unes pour un livre de bibliophilie. Comme chaque année, il publie en janvier un roman : "le Miroitier" (1) et un recueil de retouches. Il a dédié celui-ci, "Taciturnes" (2), à François Mitterrand qui lui a écrit en décembre dernier : "Tout ce qui me vient de vous me touche au cœur". C'est probablement l'un des derniers livres qu'il ait lus et l'une de ses dernières missives.

Vous publiez ces jours-ci "le Miroitier"...

C'est une fable. Je connaissais un miroitier, à Compiègne, avant la guerre. Cet homme et ses miroirs m'avaient toujours fasciné. Tout le monde a besoin d'un miroir. Les habitants d'Aussoy, cette ville imaginaire, aiment à se regarder mais ne veulent pas qu'on vienne les ennuyer. Leur miroir leur suffit. Lucien Médard, le miroitier, n'est rien sans les autres personnages dans lesquels il se reflète. Tout homme n'existe que par les reflets que lui renvoient les autres. Ces personnages, je les ai tous connus. Le fromager Bapaume, c'est mon père. La mère du miroitier, c'est ma mère qui m'a tant fait courir les salles des ventes dans ma jeunesse. Il rêve, comme nous tous, d'une vie plus belle. Alors elle achète un portrait

> **"J'ai été frappé par le silence de la foule à la Bastille. Les Français venaient de casser leur miroir"**

de femme (le tableau est chez moi, il a été acheté à Arras) et invente une ancêtre, Charlotte, qui aurait été la maîtresse de Maximilien de Robespierre. Médard ne peut supporter longtemps ce mensonge et c'est Grazyna, son épouse, la belle danseuse polonaise, alertée par ses cauchemars, qui le sauvera.

Vous publiez également "Taciturnes", un recueil de "retouches". Comment les composez-vous et comment les titres vous viennent-ils ?

Plutôt que des poèmes, ce sont des textes courts qui mêlent contemplation, morale, maxime et images. En fait, je pense à quelque chose ou à quelqu'un. A ce bougeoir, par exemple, et si je me me propose de faire "la retouche au bougeoir", que vais-je écrire ? Je regarde la bougie, sa lumière, les renoncules qu'elle éclaire et j'essaie de mettre tout ça en vingt mots. Le plus souvent le titre est à l'origine de la retouche. Une fois écrite, je la mets dans un coin, puis je la reprends. J'en écris tout le temps. "Taciturnes" m'a demandé un an de travail.

Vous l'avez dédié à François Mitterrand...

Je lui ai écrit quand tout le monde lui a tourné le dos. Lorsque j'ai vu qu'on oubliait son action dans la Résistance, j'ai trouvé cela tellement triste que j'ai eu envie de lui dédier un de mes livres. Je n'avais rien d'autre à lui donner en signe d'amitié. "Que vais-je retenir aujourd'hui de notre rencontre ?" demande le chevalier d'Aiguisy dans "Taciturnes". "La lumière amicale", lui répond Dom Pistor.

Que dire de sa disparition ?

J'ai été frappé par le silence de la foule à la Bastille. Comme les clients de mon miroitier, les Français venaient de casser leur miroir. Un miroir qui reflétait un type très proche d'eux, mais qui avait réussi. Derrière l'homme public, l'homme privé a toujours su garder sa liberté. Le roman l'emporte sur l'épopée. Quand je le regardais, à côté des autres, je le trouvais plus vif, plus lumineux, plus intelligent. Il aurait réussi à faire rire Voltaire, depuis le coup de l'Observatoire jusqu'à l'ordonnancement de ses propres funérailles. Il avait quelque chose de Monsieur Loyal, toujours maître de la piste, malgré l'agitation et les rumeurs des coulisses. Rassembleur des éléphants, des jongleurs, des danseuses, des fil de feristes et des illusionnistes, c'est le triomphe du fédérateur qu'il a toujours été. La mort, avec ses gros sabots, il la voyait venir. Il est parvenu, je crois, à la bien accueillir et même à lui faire jouer ce double enterrement, au même moment, dans une petite église de province et dans la cathédrale de Paris. Et lui l'agnostique, dans son propre office funèbre, a réussi à mettre ses pensées dans la bouche d'un cardinal archevêque. Du grand art.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Ed. Gallimard. 215 p., 90 F. (2) 150 p., 90 F.

Trompe-l'œil au musée du Louvre

Le ministre de la Culture vient d'annoncer la gratuité au musée du Louvre un dimanche sur quatre, et la présente comme une mesure destinée à lutter contre la fracture sociale.
Cette annonce a en réalité pour objet de cacher l'adoption d'une autre mesure bien plus importante, qui va totalement à l'encontre de l'objectif annoncé : le relèvement général, et à des taux sans précédent, des droits d'entrée au musée du Louvre.
Qu'on en juge :
- le tarif à taux plein passe de 40 à 45 F (+12,5 %) pour les collections permanentes.
- le tarif à taux réduit passe de 20 à 26 F (+30 %).
- le droit d'entrée pour les expositions temporaires passe de 28 à 30 F.
- le droit d'entrée pour l'accès jumelé aux collections permanentes et aux expositions temporaires passe à taux plein de 55 à 60 F, à taux réduit de 35 à 40 F.

Le Parti socialiste dénonce ce train de mesures antidémocratiques qui réduit l'accès au musée du Louvre pour les catégories les moins favorisées : la fracture sociale se réduit 1 jour sur 30, elle augmente les 29 autres.
La gratuité une fois par mois est un écran de fumée que le gouvernement dresse pour tromper l'opinion publique sur la politique réelle qu'il conduit.
L'autosatisfaction officielle est d'autant plus mal venue que les crédits de fonctionnement du musée du Louvre baissent de 19,5 millions de francs en 1996 et que le plus grand musée de France est obligé, par voie de conséquence, de diminuer ses activités : le nombre des expositions temporaires baisse par exemple de 10 à 7 d'une année sur l'autre.

Frédérique Bredin
Secrétaire nationale
à la Culture et aux Médias

Télé • Médias

La famine que les Irlandais n'ont pas oubliée

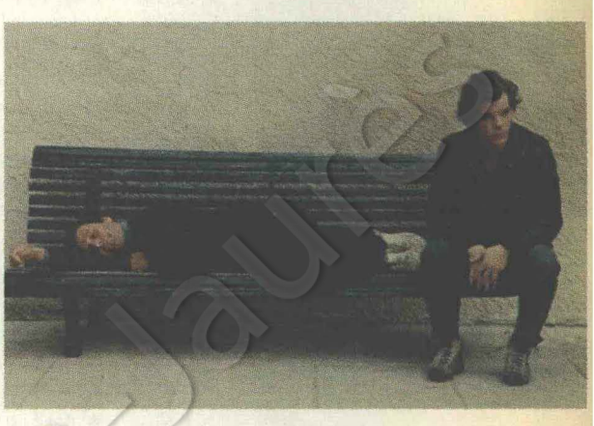
Des générations d'Irlandais se la sont transmise de bouche à oreille, l'histoire de cette effroyable famine. Officiellement on en refoulait le souvenir et les Anglais ne s'en vantaient pas. On n'a pas cela dans les livres d'histoire...
Une famine comme celles du Moyen-Age en plein milieu du riche 19e siècle, telle qu'elle décima la pauvre Erin qui ne s'en remit jamais et lui laissa la rage au cœur, c'est ce que nous racontait hier, jeudi 24 à 20h45, la bouleversante, claire et révélatrice émission d'Arte (Les mercredis de l'histoire). Les tragédies des peuples ne sont pas inéluctables, dues à la fatalité, aux dieux ou au climat. La "Grande famine", entre 1845 et 1850, en est l'exemple. Lentement, des documents sont sortis des archives, des caves et des mémoires. Aujourd'hui, bien que le gaëlique soit transformé en anglo, on ose en parler. Cela remonte à loin. C'est historique : depuis la conquête de l'Irlande en 1175, la politique de colonisation par de purs Anglais, appelée "plantation", dès les Tudors, a mis la population irlandaise en quasi-servage. En 1845, l'Angleterre est en plein essor impérialiste et industriel. La terre irlandaise sera sa vache à lait, qui nourrira les 2 millions de nouveaux urbanisés made in Britain. Obligation à l'île d'Emeraude, avec ses servages inhumains, de ne se consacrer qu'à l'exportation. Céréales et bétail, c'est la ponction, la loi du marché. 750 propriétaires de Londres possèdent les 3/4 de l'île. Les Irlandais, eux, sont réduits à la pomme de terre. Dépendance totale, sinon, rien. En juillet 1845 survient ce champignon de la tubercule. La maladie de la patate. La catastrophe s'installe. Plus de bouffe. L'Angleterre ne fait rien : ou plutôt si, des "chantiers de travail" parfaitement bidons qui enrichissent les proprios. Mais de céréales et de bétail exporté, point. Résultat : population en 1845, 8,7 millions. En 1852, 6,5 puis 4 millions. Aujourd'hui, 3 millions. Entre les 1,6 morts comme de vulgaires biafrais et les émigrés forcés -on leur piquait leurs terres- cela fait près de la moitié de la population qui disparaît. C'est presque la "purification ethnique", au grand profit des spéculateurs anglais. Les exilés filent en Australie que Londres veut peupler de "convicts" et de déportés : les femmes serviront de ventres, de machines à reproduire. L'émigration aux Etats-Unis a donné cette forte communauté irlandaise productive, dont John Ford et Kennedy. Que croyez-vous qui s'amplifia, hormis l'émigration contre l'Albion ? La haine et l'IRA. C'est ce qu'on ressent des témoignages pleins de bière au wiskey, des douloureux descendants.

Une précision : c'est une équipe allemande sous la houlette de Monika von Behr qui a réalisé ce docu. Pas des Anglais. Peut-être ont-ils honte ? Si vous cherchez encore pourquoi les Irlandais n'aiment pas les Britishs !

Jean Vermorel

Cinéma

Le cinéma qui dérange



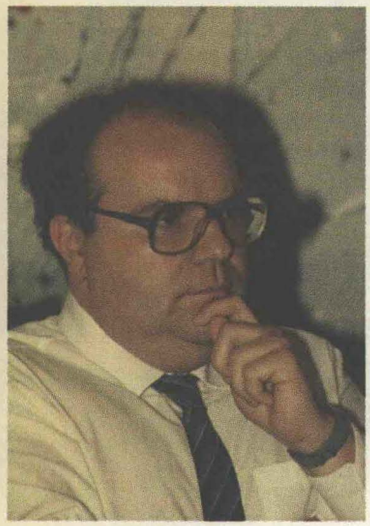
"Visiblement je vous aime" de Jean-Michel Carré, avec Denis Lavant. Délinquant récidiviste arrêté à la suite d'une agression, Denis se voit proposer par un juge le choix entre la prison et un stage de réinsertion au "Coral", "lieu de vie" pour autistes, psychotiques et jeunes en difficultés. Au début, il refuse de communiquer, mais au contact de ces souffrances morales, il va laisser s'exprimer toute la tendresse qu'il porte en lui.
Jean-Michel Carré, qu'on compare souvent à Ken Loach parce que ses films sont entièrement consacrés aux exclus, a tourné dans un lieu de vie réel, situé en Camargue, "le Coral". Un lieu ouvert, où tout le monde vit ensemble. Tout le contraire d'une institution psychiatrique. Son originalité : avoir fait cohabiter comédiens et autistes, ce qui n'a été possible que grâce au professionnalisme de Denis Lavant. Ce dernier connaissait et aimait ce lieu qu'il a fréquenté depuis le tournage des "Amants du Pont-Neuf" dans cette région. Grâce aussi au fait que le directeur du Coral, Claude Sigala, a bien voulu jouer son propre rôle dans cet endroit qu'il avait créé en 1975 avec sa femme et l'aide de Deleuze et Guattari, dans la foulée du mouvement antipsychiatrique.

C.P.

A VOIR AUSSI

Samedi 27 FR3 22h35	"LES BRÛLURES DE L'HISTOIRE". "La guerre d'Algérie en France" de Patrick Rotman. Le 2e front algérien en métropole. Aspects méconnus, depuis 1920, avec Messali Hadj. Témoignages (Ali Haroun, Davezie sur la répression et la guerre secrète, un ancien du SDECE révèle les éliminations d'Algériens sur ordre direct de Matignon depuis 58.
Lundi 29 20h30 France-Culture	A ÉCOUTER AUSSI : Emission instructive de Lucien Altoun, "Que peut faire la culture contre l'exclusion ?" 8H33. Tous les jours du 29 au 2/2 - "Les chemins de la connaissance", un sujet difficile : le suicide : "Histoire et idée de la mort volontaire en Occident" d'E. Hirsh.
Mardi 30 Arte 21h35 à 0h55	THÈMA : PATRICE CHÉREAU. Filmé dans son travail et ses répétitions (Koltès et "Don Giovanni" à Saizbourg). Document unique et pédagogique du processus créatif sur un plateau par un surdoué de la scène.
Jeudi 1er Arte 20h45 à 0h45	"DROIT D'ASILE : LES POLITIQUES EUROPÉENNES". Le titre est "Sauve qui peut", par Mika Pavlicevic. Comparaisons intéressantes : quand les politiques d'accueil se durcissent en Europe pour les étrangers réfugiés, où va le droit d'asile ? Histoire d'un dangereux repli sur soi.
Vendredi 2 FR2 23h40	"GÉOPOLIS" de Claude Sérillon. "Services publics : la fin d'un règne". Interrogations : dans un monde du brutal "tout libéral", est-ce la mort d'un système inventé par Colbert ? Qu'est-ce qui menace le service public que les droites de tous pays voudraient enterrer ?

L'ambition de la formation



Alain Bergounioux
Secrétaire national à la Formation

L'ambition qui préside à la remise sur pied de la formation dans notre parti est, à la fois, sérieuse et modeste. Sérieuse, car nous avons besoin de forger une pensée commune dans une période où bien des points de repères changent. Modeste, car nos moyens matériels demeurent limités. Le plan d'action proposé, et qui a été présenté aux secrétaires fédéraux à la Formation, privilégie la formation décentralisée et la réalisation d'outils qui peuvent être utiles dans les fédérations. Le plus important est de reconstituer un potentiel de bonnes volontés et de compétences qui puisse démultiplier les actions de formation. Nous concevons donc le rôle du secrétariat national comme celui d'un prestataire de services pour les fédérations. Disons, enfin, que la formation politique, à côté des éléments de connaissance indispensables, doit, avant tout, former à l'analyse et au débat politique, qu'elle doit être avant tout tournée vers l'extérieur, pour donner une plus grande efficacité collective.

PLAN D'ACTION POUR L'ANNEE 1996

- Mise en place d'un Collectif national formation.
- Envoi d'un questionnaire aux fédérations pour préparer la réunion nationale du 20 janvier à laquelle ont été associés les responsables régionaux.
- Elaboration de la brochure "Guide de l'adhérent" (tirage 15 000 ex.)
- Les cahiers de la "Formation" (5 à 6 brochures par an) édités par le National - Edition de disquettes pour les fédérations.
- Stages décentralisés (nouveaux adhérents + Sec. de section) par région sur l'année 96, en collaboration avec les structures régionales et les élus.
- Stages d'été : 2 (en juillet - en septembre). Public concerné : cadres du parti - travail avec le centre Condorcet.
- Stage annuel pour les permanents fédéraux.
- Entretiens de Solferino : tous les mois (le jeudi).
2 heures avec une personnalité sur un thème choisi. Exposé principal enregistré et diffusé aux fédérations pour reproduire "95 Entretiens fédéraux".
- "Vendredi" 1 page Idées formation tous les mois :
  - série historique
  - un livre
  - un débat
  - compte-rendu Entretiens Solferino
- Université d'été - nouvelle formule à l'étude.
- Projet d'enquête et de travail sur la mémoire et l'histoire de notre parti.

RÉUNION DES SECRÉTAIRES FEDERAUX FORMATION

Lors de la réunion du 20 Janvier, où plus de 35 fédérations étaient représentées, Alain Bergounioux a présenté les moyens et les objectifs que s'assigne le secrétariat national à la Formation pour 1996.

Chacun s'est ensuite exprimé, faisant ressortir attentes et besoins.

Un compte-rendu plus détaillé sera adressé ultérieurement aux secrétaires fédéraux à la Formation.

2 STAGES RÉGIONAUX DESTINÉS AUX NOUVEAUX ADHÉRENTS ET SECRÉTAIRES DE SECTION

BRETAGNE (22-29-35-56)

Samedi 10 Février à Lorient

animé par Gérard Le Gall et Georges Garot

Inscriptions auprès de

la Fédération du Morbihan

tél. 97.84.84.55

avant le 1er février

ILE-DE-FRANCE (78-92-95)

Samedi 10 Février à St-Ouen-l'Aumone

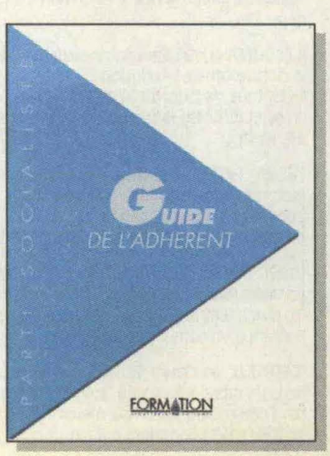
animé par Alain Bergounioux et Ahmed Chayet

Inscriptions auprès de

la Fédération du Val-d'Oise

tél. 34.22.16.60

avant le 1er février



Le guide de l'adhérent

Brochure réalisée par le Secrétariat national à la Formation et disponible dans les fédérations.

Communiqué de Laurence

Leonard Peltier, indien depuis vingt ans.

Attaché au respect des libertés individuelles et collectives et au droit des minorités à disposer d'elles-mêmes, le Parti socialiste, à travers son secrétariat aux Droits de l'homme, ne pouvait que prendre fait et cause pour la mobilisation qui s'est développée autour de Leonard Peltier. Cet Indien, âgé de 52 ans, leader de l'American Indian Movement depuis 1970, a en effet été accusé, en 1975, du meurtre de deux policiers et condamné deux fois à la prison à vie, à la suite d'un procès bâclé et entaché de nombreuses irrégularités.

Le cas Peltier a suscité une préoccupation mondiale qui s'est traduite par le soutien d'un grand nombre de personnalités politiques, religieuses, et d'associations telles que Amnesty International et France Libertés.

Aux Etats-Unis, le sénateur Inouye, président du sous-comité aux Affaires indiennes du Sénat, et le gouverneur Don Edwards, responsable de la commission des droits civils et politiques, ont déposé une demande de grâce présidentielle, demande soutenue par de nombreux sénateurs, 60 membres du Congrès et 165 présidents de conseils tribaux.

Le Parlement européen a adopté à Strasbourg, il y a un an, une résolution en faveur de la grâce présidentielle pour Leonard Peltier.

A l'occasion de la nouvelle campagne entreprise en France, en décembre, par Bobby Castillo, porte-parole international de Leonard Peltier, le Parti socialiste a apporté lui aussi son entier soutien à cette cause.

C'est dans cet esprit que Lionel Jospin a rencontré, le mardi 12 décembre dernier, M. Bobby Castillo et qu'il s'est adressé à M. Bill Clinton, président des Etats-Unis, pour lui demander d'accorder sa grâce à Leonard Peltier, symbole des peuples indigènes qui luttent

chippewa, prisonnier politique

pour leur survie et la défense de leurs droits.

Entre-temps, Leonard Peltier a été transféré à Oklahoma City puis envoyé vers le pénitencier fédéral d'Atlanta (Georgie), qui suscitait, pour ses défenseurs, des inquiétudes pour sa sécurité. J'ai adressé, à cet effet, un message à Pamela Harriman, ambassadrice des Etats-Unis en France.

Grâce à l'ensemble des réactions émises contre ce transfert, Leonard Peltier est actuellement dans de meilleures conditions de détention à Springfield dans le Missouri, une prison médicalisée où il reçoit les soins qui lui faisaient défaut jusqu'alors.

La grâce présidentielle, objet du courrier de Lionel Jospin au président Bill Clinton, n'ayant pas été obtenue en décembre 95 comme espéré, les efforts ne doivent pas être relâchés.

Le 6 février prochain, une manifestation sera organisée à San Francisco, pour marquer le 20e anniversaire de l'emprisonnement de Leonard Peltier. C'est l'occasion pour les militants et sympathisants socialistes et tous ceux qui se battent pour le respect des droits de l'homme de le manifester en écrivant :

soit directement à:
Leonard Peltier # 89637-132
Springfield Medical Facility
1900 W Sunshine, box 4000
Springfield, MO 65808 USA

soit intervenir
auprès de la Commission
de libération sur parole :
USPC
5550 Friendship Boulevard-
Ste 420 - Chevy Chase, MD
20185
Fax : (301) 4926694

Agenda

26 janvier	Ariège		F. Hollande
26 janvier	Haute-Loire	Le Puy	A. Claeys
27 janvier	Morbihan	Lorient	G. Le Gall
27 janvier	Saône-et-Loire	Le Creusot	A. Bergounioux/ D. Strauss Khan
29 janvier	Hauts-de-Seine	Levallois	G. Fuchs
29 janvier	Finistère		E. Guigou
29 janvier	Haute-Vienne	Limoges	P. Moscovici
1er février	Allier		J.-C. Cambadélis
1er février	Var	Toulon	B. Roman
5 février	Marne	Reims	E. Guigou
5 février	Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône	D. Vaillant
9 février	Ardèche		M. Valls
9 février	Cantal	Aurillac	H. Desir
9 février	Corrèze		A. Claeys
10 février	Val-d'Oise	St-Ouen-L'Aumone	A. Bergounioux
12 février	Isère		P. Moscovici
12 février	Savoie		F. Hollande
19 février	Dordogne		E. Guigou
21 février	Marne	Reims	F. Hollande
22 février	Tarn		M. Valls
24 février	Gironde	Blaye	D. Vaillant

COLLOQUE PS/RADICAL À CORTE

Une alternative de gauche pour la Corse

Manuel Valls, secrétaire national, a rencontré, le 19 janvier, les membres du conseil fédéral de la fédération de la Haute-Corse. Animé par Laurent Croce, premier secrétaire et élu de Bastia, le débat a tourné autour de la situation politique de l'île, suite à la visite contestée du ministre de l'Intérieur, du mouvement social de décembre et de sa spécificité corse et des relations entre la fédération et le national. Le lendemain, Manuel Valls représentait Lionel Jospin à un colloque régional, organisé à l'Université de Corte par le Parti socialiste et Radical sur le thème «Une alternative pour la Corse : radicaux et socialistes ouvrent le débat.»

Présidée par Emile Zuccarelli, ancien ministre, député-maire de Bastia, en présence des responsables départementaux du PS, Laurent Croce et Jean-Marc Ciabrini (nouveau premier secrétaire de la Corse-du-Sud) et de Radical, cette réunion a vu la participation de nombreux militants et élus mais aussi d'autres composantes de la gauche.

Le travail de réflexion s'est d'abord organisé dans la matinée, en ateliers, lesquels ont permis d'aborder différents thèmes concernant l'avenir de la Corse. Les quatre groupes ont planché sur la société insulaire, le développement économique et les transports, la Corse dans l'Europe, l'aménagement du territoire, la langue corse, la culture et l'environnement.

A partir des différents compte-rendus des commissions, le débat s'est poursuivi dans l'après-midi.

Proposer un projet de société pour la Corse

«Nous allons à présent analyser la réflexion commune menée aujourd'hui» a expliqué Laurent Croce et «organiser d'autres réunions afin de parvenir à élaborer un projet de société pour la Corse».

Le premier secrétaire de la Haute-Corse a également tenu à souligner l'importance de l'union entre les deux partis (déjà encouragée par les accords lors des derniers scrutins) à travers cette manifestation qui a également vu la présence de militants de la «Gauche démocratique» (ex PC). «La famille de gauche qui se retrouve pour préparer l'avenir de la Corse, c'est quand même un événement !» a-t-il conclu.

Faire gagner la gauche en 1998

Chacun s'accordait à penser que ce colloque de Corte avait permis de poser une première pierre. Encouragé par Manuel Valls dans son intervention au nom du Parti socialiste, ce processus doit encore progresser dans les mois à venir et dans l'esprit de l'opinion. Mais il est déjà porteur d'une alternative face aux prises de positions hasardeuses et dangereuses du gouvernement, face à l'immobilisme et au conservatisme de la droite corse et face, bien entendu, à la violence.

Ainsi, en conclusion, Emile Zuccarelli pouvait considérer la manifestation de Corte comme une date à marquer d'une pierre blanche, mais aussi et surtout comme le début d'une démarche commune, la préparation d'une alternative de gauche pour les échéances électorales corses de 1998.

Pour Emile Zuccarelli : «De cette journée est ressortie une conviction. Dans le cadre actuel, et à condition que l'Etat remplisse son rôle, il y a des voies pour le développement de la Corse, sans violence et dans l'espace démocratique.

Il faut que ce message passe et que la population fasse des choix. Dans la confrontation des propositions, il faut qu'il y ait un choix de droite et un choix de gauche. Nous allons illustrer ce choix de gauche, et nous espérons le faire gagner en 98».

Hérouville Saint-Clair

.2ème Ville du Calvados

25 000 habitants

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

En liaison étroite avec le Directeur Général et animateur d'une équipe de 12 personnes, vous serez une véritable force de proposition et de conseil auprès des différents services dans la mise en oeuvre de notre politique de gestion des ressources humaines et de régulation des relations sociales.

Vous aurez pour missions principales :

- la gestion administrative et prévisionnelle des carrières, le suivi des dossiers individuels - le traitement des salaires dans un contexte informatisé - la formation et l'information - la préparation des négociations avec les partenaires sociaux et le suivi des instances paritaires - l'établissement des budgets et l'élaboration des différents tableaux de bord sociaux.

Diplômé de l'enseignement supérieur, avec une spécialisation en GRH, vous appartenez au cadre des Attachés Territoriaux.

Par votre expérience, vous possédez une bonne connaissance du fonctionnement des collectivités et du statut de la FPT.

Merci d'adresser votre candidature sous référence VH/96010 à notre Conseil :

JMLP Consultants SA
12 Rue du Col. Rémy - 14000 CAEN
Confidentialité assurée.

JMLP

Les grands horizons

Ville de Dunkerque

Ville au centre d'une agglomération de 220.000 habitants (classée 150 à 400.000 habitants)

recrute

un Secrétaire Général-Adjoint

Au sein de la Direction générale, vous serez chargé de l'animation globale des fonctions Administration Générale, Finances, Organisation et Systèmes d'Information.

A ce titre, notamment :

- **Vous conduirez la mise en œuvre de la stratégie financière municipale et optimiserez les outils financiers en place.**
- **Vous piloterez une démarche d'adaptation du système d'information et développerez toutes méthodes et pratiques nouvelles de gestion requises.**
- **Vous animerez une démarche de contrats objectifs/moyens avec les services, et contribuerez activement au projet municipal de décentralisation dans les quartiers.**

Administrateur territorial, ou remplissant les conditions de détachement sur emploi fonctionnel (150 à 400.000 habitants), vous maîtrisez parfaitement les techniques de gestion administrative et financière locale et êtes sensible à leur évolution.

Vous avez démontré une réelle aptitude à la conduite des organisations, des projets et des hommes, avez le goût du travail en équipe et faites preuve d'un excellent sens des relations.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite + curriculum-vitae) avant le 26 janvier 1996 à :
M. le Maire de Dunkerque, Direction des ressources humaines B.P. 6-537
59386 Dunkerque Cedex 1

☞"De toi à moi"✍

E M P L O I

H 23 ans, cherche entreprise pour école d'ingénieur génie électrique par apprentissage. Alternance tous les 6 mois pendant 3 ans. Titulaire du BTS ELT + mention complémentaire ELN de puissance. Tél : 65 69 36 41.

J.F. 25 ans DESS gestion des Activités sanitaires et sociales + maîtrise Administration économique et sociale. Expérience dans l'insertion des jeunes et évaluation CAT recherche emploi dans collectivités ou associations. Région bordelaise ou bergeraçoise. Tél : 56 46 28 21.

Cadre 41 ans. Formation : communication (Bac+4), économe-gestionnaire, PAO, théâtre, danse, marionnettes. Importante expérience : Direction associations groupe 7 C.C, mise en scène de spectacles, organisation de carnavals, expositions..., prof. d'art dramatique adultes-enfants. Etudie toutes propositions. M. Borlant. tél : 46 64 65 51. (rép.).

.Directeur de cabinet, ancien assistant parlement., élu et militant, cherche poste contractuel au nord de Paris, région Nord-Pas-de-Calais de préf. Tél : 27 82 73 26.

H 25 ans, DESS communication, politique et animation locales, maîtrise de Sciences politiques (Sorbonne), expérience coll. locales, cherche poste chargé de communication dans coll. locales, assistant parlementaire. Toutes régions.
Tél : 43 43 28 08 (répondeur).

Ingénieur, traitement des eaux, 30 ans, 4 ans d'expérience en études et conseils en environnement, recherche poste en bureau d'études ou collectivité. Tél : 49 88 70 81.

H 27 ans, DESS urbanisme et aménagement, Maîtrise économie publique, cherche emploi en collectivité territoriale, mobilité géographique.
Tél : 80 52 60 23 (répondeur).

F 25 ans, cél. Maîtrise risques industriels : environnement, hygiène et sécurité des chantiers, traitement déchets. Exp. exercée à Dir. Rég. SNCF Centre. Recherche coll. territoriales : poste de coordinateur de chantier, traitement déchets, pollutions environnementales.
Tél : 54 43 02 35.

I M M O B I L I E R

A vendre théâtre à Paris à deux pas du Sacré-Cœur, tout équipé- 80 places assises. Conviendrait à une association ou artistes. Prix à débattre. Demander M. Boinod.
Tél : 42 55 61 61.

Portugal 50 km de Lisbonne loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique -bord de mer.
Tél : 53 40 92 01.

Parc du Morvan. Prox. Autun, près du Beuvray, gîte à la camp., 2 à 5 pers. Marche, vélo, rivière. Village à 4 km (commerces). 900 F par semaine, toute l'année. (16) 85 54 14 92 (le soir)

Urgent : étudiant en médecine cherche chambre ou partage appartement entre 1000/1200 F de loyer. (garant)
Tél : 46 06 40 32 ou 45 56 79 03.

Appels d'offres, Entreprises, Collectivités locales, Musées, Festivals, Culture

AVANCER
Perdurer
Dynamiser
Investir
Recruter
COMMUNIQUER

Institutions publiques, Culture, Recrutement,

Pour atteindre vos objectifs "Vendredi" vous propose sa rubrique "Annonces classées" :

ANNONCER, c'est AVANCER !

Service publicité de "VENDREDI"
Franck Accart
au 45 56 79 03 ou 45 56 78 61
FAX : 45 51 47 03

Ca m'esquinte !

Ça fait deux générations à qui on demande de se serrer la ceinture ! (...) Nous, on ne se fait jamais entendre à la télé, ou si peu, ce sera trente secondes, un des nôtres qui n'a pas l'habitude de parler devant une caméra. Et ils parlent de démocratie en France... c'est de la fausse concertation, on fait dialoguer pour la forme et après le patron impose ce qu'il veut. La victoire de Jacques Chirac aux dernières élections, est celle d'un "dupeur". Il a dupé les jeunes qui n'auraient connu que le mitterrandisme.
Pendant la campagne, il leur redonnait espoir, le sourire, mais à peine 6 mois après être élu, les mouvements commencent. (...) C'est quand même malheureux qu'il faille descendre dans la rue pour se faire écouter. Dans d'autres pays d'Europe, on ne voit pas ce déballage. Comment font-ils ? (...) Le mouvement n'est pas fini. Chacun peut partir du rejet de son plan "maison" mais ce qui est en cause, aujourd'hui, c'est un choix de société, ou bien c'est la loi de la jungle et le dégraissage, ou bien on parle d'une autre politique qui place l'homme au cœur de ses préoccupations. (...) Cela fait vingt ans qu'on est en crise, vingt ans de rigueur pour nous, vingt ans de profits et de cadeaux en milliards aux patrons qui promettent d'embaucher et qui ne le font pas. Ca m'esquinte, on ne peut plus accepter ça. On n'a jamais voulu se constituer un petit eden, coupé du privé. Pour les 37 annuités de retraite, on voudrait que le privé suive, pour la sécurité de l'emploi, c'est pareil. C'est normal d'avoir un emploi stable, c'est l'inverse qui ne l'est pas. Si le mouvement est jusqu'à présent plutôt populaire, c'est qu'on dit ce que tous les autres ressentent dans leurs "boîtes", tous ces gars qui ne peuvent pas débrayer. Je rêve de ça, une mini révolution. (...) C'est pareil pour les cheminots qui n'hésitent pas à évoquer la mémoire des grandes grèves de 1936 et 1953 en disant "déjà mon grand-père bloquait les voies de cette gare, ils ont fusillé des gens. Moi, je suis prêt à y aller, ils m'arracheront de là". Il est fini le temps du cheminot qui venait dans le bureau du patron, le béret derrière le dos, les humiliations à la table des négociations. Depuis dix ans, la productivité pèse sur les hommes comme dans une boîte privée. Au lieu de faire un travail à trois, on le fait maintenant tout seul. Les gens n'arrêtent pas de faire des efforts et l'idée que les cheminots seraient en plus responsables de l'endettement de la SNCF est insupportable. Tout le monde sait que l'exploitation serait bénéficiaire si l'Etat prenait en charge les investissements liés à la modernisation, comme c'est le cas en Allemagne. Autrefois, les patrons ne faisaient pas ce qu'ils voulaient. (...) Et dans les usines de voitures, cadences infernales, 380 voitures par jour, une seule opération, ce qui représente 458 minutes. Ils sont des robots. Il faudrait s'estimer heureux qu'on ait du boulot, et personne ne peut débrayer, ils sont tous endettés. Quand on voit le rapport de la Cour des comptes et de l'Insee, on a les cheveux qui se dressent sur la tête, 20 % de la population détient la fortune. (...) Quelle tristesse, cela fait déjà deux générations qui se serrent la ceinture, pour en arriver là ! Faudra-t-il une troisième génération pour changer les patrons, les hommes politiques qui dirigent la France et le monde ?

J.G.

Réponse à la lettre "réduction massive du temps de travail" de Serge Roulin (Oullins) parue dans "Vendredi" du 1/12/95

Grâce aux progrès techniques, les accroissements de productivité furent utilisés, jusqu'au début des années 80, en partie pour augmenter les salaires, en partie pour réduire la durée du travail (de 46 h en 1967 à 39 h en 1982). Le progrès technique a continué mais, depuis 13 ans, la baisse de la durée du travail a cessé. Pourquoi ? La forte augmentation des taux d'intérêts et leur maintien à des niveaux anormalement élevés a interrompu ce processus. Les gains de productivité ont surtout été utilisés pour accroître les revenus du capital financier et, pour une part très faible, pour augmenter les revenus salariaux. Il ne restait donc rien à affecter à la réduction du temps de travail. La part des salaires dans le revenu national n'a cessé de décroître. Elle a baissé par rapport à son niveau des années 60 (de 68 à 60 % du PIB). On le voit bien, le déséquilibre de la répartition des revenus est maintenant trop grand. Il faut corriger l'iniquité de la répartition actuelle de la pression fiscale et sociale en prélevant davantage sur tous les revenus non salariaux. Ceci ne se fera pas à partir des borborygmes de nos dirigeants mais par l'engagement de tous les salariés pour rendre ce combat crédible.

Michel Gotanègre
34-Béziers

Poursuivre le combat

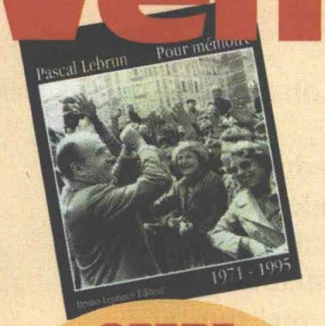
Nous tenterons de poursuivre le combat permanent que vous avez su mener pour réconcilier l'économie et le social, pour préserver toute sa place à l'homme face aux contraintes et à l'injustice de l'économie de marché. Je vous salue Monsieur le président pour les quatorze années de bonheur que vous m'avez procurées ainsi qu'à ma famille. Nous saurons vous reconnaître par notre détermination dans la construction du grand projet d'Europe sociale, pour y faire adhérer le plus grand nombre de pays.
Au revoir Monsieur le président.

Jacques Guillaume Tabassac
34390 - Mons-La-Trivalle

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 01 - Fax : 45 51 47 05 -
Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Photos : Pascal Lebrun - Maquette : Christine Lovinger (78.92) - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Castebois (78-09)- Secrétariat : Odile Fée (78.61)- Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PCE - (94) Saint-Mandé – Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

Vendredi



OFFRE SPÉCIALE

Abonnement
1 an à Vendredi
+
"Pour mémoire"
l'Album souvenir
de Pascal Lebrun
=

340 F

~~480~~ F

Dom-Tom/CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F - Abonnement seul : 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

☐ Mme
☐ Mlle
☐ M.

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Code postal.....
Signature :

Du plan Marshall au "Pacte de relance pour la ville": Une armée d'opérette qui chante marchons ! marchons ! et des crédits en poudre de perlimpinpin.

CHIRAC-JUPPÉ ou la politique de l'arlésienne

Le malaise social de notre société ne se limite pas aux banlieues. Avec sa logique de ghetto, le plan du gouvernement Juppé pour la ville risque d'enfermer les populations dans les quartiers en difficultés. On ne provoque pas de mobilité sociale en figeant et en concentrant les plus défavorisés. Précisons également que le budget accordé à ce pacte n'est que d'à peine 5 milliards/an, soit 2 fois moins que le déficit d'une société nationale comme le GIAT ! En outre, il n'est qu'un redéploiement budgétaire et un jeu d'écritures comptables.

SÉCURITÉ :

■ On prévoit l'affectation de 4 000 policiers en 3 ans mais, encore faudrait-il, par une bonification salariale, affecter des personnels expérimentés plutôt que des jeunes recrues des écoles de police.

SERVICES PUBLICS :

■ On veut loger des fonctionnaires dans des quartiers en difficultés mais encore faudrait-il dire où, combien, comment et avec quel financement ?
■ On veut former des agents publics dans les quartiers sensibles mais encore faudrait-il ne pas diminuer les crédits de formation accordés par le ministère de l'Education nationale.
■ On veut développer des services publics locaux mais encore faudrait-il se demander comment les collectivités locales, laissées exsangues par les ponctions de l'Etat, pourront les financer.

AIDES A L'EMPLOI :

■ 100 000 emplois de ville sur 4 ans. C'est peu et en plus ils ne sont pas clairement financés ni résolument tournés vers de nouveaux secteurs.
■ 30 "zones franches" deviennent des zones de non-droit économique, des puits à fiscalité qui priveront les collectivités locales de ressources, des aires de législation d'exception où se multiplieront les entrepreneurs chasseurs de primes, les effets d'aubaine.
■ Un recrutement massif des jeunes, oui, mais sous quel contrat ? Et pour quel salaire. M. Raoult annonce fièrement, 4 000 francs par mois, c'est-à-dire en dessous du SMIC.

Face à cet abandon d'une grande ambition, la question sociale reste posée et la généralisation de la précarité, une nouvelle fois, n'a pas reçu de réponse du gouvernement.



Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez